

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE
UNIVERSITE MOULOUD MAMMERI DE TIZI-OUZOU
FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, DE GESTION ET DES
SCIENCES COMMERCIALES
DEPARTEMENT DES SCIENCES DE GESTION**



**Mémoire de fin de cycle
En vue de l'obtention du Diplôme en sciences de gestion
Option : Management Stratégique
Thème :**

**Analyse stratégique du groupe GVAPRO dans la
filière de la pomme de terre dans le contexte de crise
alimentaire mondiale**

**Réalisé par :
MEDJDOUB Mohamad Samy
LARBI BACHA Meziane**

**Encadré par :
Mr MAHMOUDIA Mehenna**

Membres du jury :

**Présidente : Mme MATMAR Dalila
Examineur : Mr MEZIANI Yacine
Rapporteur : Mr MAHMOUDIA Mehenna**

**Professeur UMMTO
M.A.A UMMTO
M.A.A. UMMTO**

Année universitaire : 2021/2022

Remerciements.

Nous remercions en premier lieu Allah qui nous a donné la capacité et a mis sur notre chemin les opportunités qui nous ont permis d'achever notre travail.

Nos remerciements vont ensuite à notre encadreur Mr Mahmoudia, pour ses idées et ses conseils dans le choix du sujet ainsi que pour nous avoir guidé durant notre collecte d'information.

Au docteur Abda qui nous a introduit au sein de la direction de GVApro.

A Mr anis cadre à GVApro, qui a assuré le bon déroulement du stage, nous a permis d'avoir un lien direct avec le groupe et nous a transmis les bonnes pratiques à adopter.

A nos familles, nos frères, pour leur appui et leur soutien.

A tous nos proches et ami(e)s qui nous ont encouragé et soutenu.

Liste des figures.

Figure 1 : Après un recul marqué de la faim depuis 2002, le Covid-19 contribue à sa très forte augmentation.

Figure 2 : Le nombre total de conflits par tranches quinquénales est en nette augmentation

Figure 3 : Part de la production mondiale par sélection de culture

Figure 4 Certains pays dépendent fortement des importations de blé en provenance de l'Ukraine et de la Fédération de Russie

Figure 5 : Pourcentage de pays exposés à trois ou quatre extrêmes climatiques par tranches quinquennales

Figure 6 : Prévalence de la sous-alimentation selon le nombre de facteur affectant les pays

Figure 7 : Le système alimentaire, boucles et incidences des divers facteurs

Figure 8 Les pays à faible revenus enregistrent des augmentations de la PoU en moyenne 2,5 fois plus élevés que les pays à revenu intermédiaires pour des mêmes facteurs.

Figure 9 : Tableau de bord des inflations de Steve Hanke

Figure 10 : Production, superficies, rendement de la production de pomme de terre 2015-2019

Figure 11 : Production, superficies, rendement de la production de pomme de terre 2014-2018

Figure 12: Les circuits de distribution de pomme de terre

Figure 13 : Portefeuille Groupe GVApro

Liste des tableaux.

Tableau 1 : indice des prix à la consommation : évolution 2011-2020 (pour Alger)

Tableau 2 : Indice des prix à la consommation, évolution annuelle des prix de la pomme de Terre de 2010 à 2020 avec détail pour de mois

Tableau 3 : Evolution des produits frais (alimentation) en Aout 2022

Tableau 4 : Tableau des périodes de plantation

Tableau 5 : L'évolution de la production entre 2005 et 2014.

Liste des abréviations.

GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
SA	Système agroalimentaire
GAS	Gaz à effets de serres
SAGRODEV	Société Agro Développement Spa
PoU	prévalence de la sous-alimentation
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
OMS	Organisation mondiale de la santé
FAO	Food and culture organisation
MADRP	Ministère de l'Agriculture du développement rural et de la pêche
SAU	Surface agricole Utile
CCLS	Coopératives de céréales et de légumes secs
SOA	Société Oléicole d'Algérie
ALGERAC	Organisme algérien d'accréditation
ANADE	L'Agence Nationale d'Appui et de Développement de l'Entrepreneuriat
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
AGRAL/AM	Société Agriculture et aménagement Spa
SOTRAVIT	Société de transformation des produits viticoles
SARBO	Société Arboricole Spa
SUDACO	Société Sud Dattes Campagne Spa.

Sommaire.

Introduction générale.....	5
Chapitre 1 : L'insécurité alimentaire dans le monde et ses principaux facteurs.....	10
Introduction.....	11
Section 1 : Les systèmes alimentaires et les effets rétroactifs de leurs variables.....	12
Section 2 : Les ralentissements et fléchissements économiques.....	19
Section 3 : Les conflits.....	28
Conclusion	42
Chapitre 2.....	44
Introduction :.....	45
Section 1 :Les systèmes alimentaires et les effet circulaires, interdépendants et rétroactif de leurs variable.....	46
Section 2 :Diaporama sur les pays à revenus faibles ou intermédiaires touchés par un ou plusieurs facteurs.....	53
Conclusion	57
Chapitre 3 : La Stratégie du groupe GVApro dans la filière de la pomme de terre dans le contexte de crise alimentaire mondiale	58
Introduction.....	59
Section 1 : Généralités et état des lieux sur la filière pomme de terre.....	59
Section 2 : Stratégie de décisions du MADRP.....	69
Section 3 : Stratégie du groupe GVApro quant à la filière de la pomme de terre.....	74
Conclusion :	83

Introduction générale.

Quel est le rapport entre le COVID-19, la Guerre en Ukraine, et le réchauffement climatique ?

Chacun de ces problèmes menace le monde d'une famine dépassant le record historique de 2007-2008 qui avait donné lieu à des émeutes de la faim aux quatre coins du globe nous rappelant également le printemps arabe de 2011 et les violentes émeutes de Tunisie de 1984 liés tous deux à la hausse du prix du pain.

En effet, en sortie d'une pandémie ayant entraîné d'importants ralentissements économiques internationaux, la guerre fait rage entre deux greniers à céréales mondiaux, tout cela avec en fond un problème d'une très importante ampleur à court, moyen et long terme, qui en entraîne bien d'autres et que pourtant nous n'osons encore que timidement reconnaître comme une réalité et affronter : Le réchauffement climatique.

La Russie et l'Ukraine font partie des greniers à céréales de la planète, elles possèdent d'immenses terres extrêmement fertiles qui les placent parmi les principaux producteurs et exportateurs mondiaux de blé, orge, graines de tournesol, mais aussi pour le cas de la Russie qui s'y classe en numéro un : l'exportation d'engrais produits sur la base d'hydrocarbures.

Leur entrée en Guerre en février dernier a considérablement réduit leur capacité à échanger, plongeant des pays comme le Liban important près de 66% de son blé d'Ukraine et de l'ordre de 13% de la Russie dans des inquiétudes majeures concernant leur sécurité alimentaire.

Fin février déjà 13 millions de personnes étaient en situation de sous nutrition et 105 millions voient leur situation être menacée.

Eclipsé par l'ampleur politico-militaire de cette situation, le groupement international d'experts sur le climat (GIEC) publiait en février le deuxième volet de son sixième rapport d'évaluation (2022) portant sur les conséquences, l'adaptation et la vulnérabilité, mené par le groupe de travail 2 et ses résultats sont alarmant, le réchauffement climatique a déjà cause des dégâts irréversibles et la planète est désormais vulnérable aux événements climatiques extrêmes dont l'intensité et la fréquence augmente.

On compte parmi eux lerecord historique depuis 50 ans de sécheresse en Iran et les inondations sur trois années consécutives en Chine (On parle de crue du siècle pour celle de

2022) qui sont des pays à citer impérativement étant également des greniers à céréales planétaires.

Ces phénomènes, pourront difficilement être imputés au hasard, et ce même pour les plus sceptiques, rappelons les incendies du Finistère de ce juillet 2022, région Française qui n'avait alors jamais connu d'épisodes de feux de forêt.

Et on trouvera par exemple dans ce second volet qu'il y a une corrélation très forte entre la hausse de la température et la multiplication des épisodes de précipitations intenses, un degré en plus représentant 7% d'humidité supplémentaire dans l'atmosphère.

En conséquence, les réserves de céréales mondiales, qui auraient pu atténuer la situation d'insuffisance liée à la guerre, sont très basses et il est impératif pour chaque pays de dresser un plan de sécurité alimentaire.

Pour ce travail, nous souhaitons mettre en valeur ce qui a été entrepris dans ce sens en Algérie, où la situation économique de la dernière décennie est allée en se dégradant fortement rendant la question de la suffisance alimentaire inquiétante, en particulier pour les classes sociales les plus démunies.

Dans ce but, nous tenterons de collecter des données auprès de GVApro, un groupe issu de la restructuration du précédent holding agro-alimentaire de base et qui a pour mission principale le suivi, le développement et la coordination des filières de production et de valorisation des produits agricoles, particulièrement la filière de la Pomme de Terre, un produit de consommation de base des foyers Algériens.

Par la suite, nous essayerons, en décortiquant les différentes actions et décisions entreprises, d'identifier et décrire la Stratégie suivie par l'Algérie, selon les concepts que nous avons vu au cours de notre cursus de management stratégique et d'identifier les contraintes de réalisation que pourrait rencontrer GVApro dans l'exécution de cette stratégie.

Problématique

Quelle est la stratégie entreprise par l'Algérie, par l'intermédiaire de GVApro, dans le but d'atteindre la sécurité alimentaire ?

D'où les sous questions sous-jacentes :

- Quel est l'état des lieux de la situation alimentaire actuelle ?
- En quoi consiste le plan de sécurité alimentaire Algérien ?
- Quelles sont les caractéristiques de la stratégie de GVApro dans ce contexte de crise alimentaire mondiale ?

Nous posons les hypothèses suivantes :

- **H1** : L'interdépendance économique permet d'augmenter la valeur en temps de paix, mais fait encourir un risque important en cas de rupture.
- **H2** : Le plan de sécurité alimentaire doit d'abord se soucier du court terme, étant donné le contexte de crise actuel, mais il doit également se soucier des préoccupations sur le long terme.

Objectif général.

Les recherches présentées ont pour objectif de déterminer si la trajectoire que nous suivons est cohérente et également de la décrire, en essayant de la rapprocher des cas d'écoles étudiés durant notre cursus, enfin, nous espérons qu'elles nous donneront une idée sur l'optimisme dont nous pourrions ou pas faire montre, quant à la résolution de cette crise au niveau national.

Choix du sujet

Le choix du sujet est d'abord motivé par sa forte relation avec notre spécialité, le management stratégique, qui nous permet grâce à son échelle d'analyse plus globale que les autres spécialités de management, d'aborder des phénomènes importants

Deuxièmement il s'agit d'un sujet d'actualité qui préoccupe et joue sur le moral d'un grand nombre de concitoyens Algériens.

Troisièmement, nous avons des facilités à accéder au terrain de recherche grâce à certaines de nos relations et nous avons voulu en profiter.

Enfin la littérature et les rapports ont particulièrement abondé autour de mars-avril concernant le sujet, nous avons également voulu profiter de cette facilité.

Méthodologie de recherche

Nous avons adopté la méthode hypothético-déductive pour mener à bien nos recherches, dans le premier chapitre nous évoquons l'insécurité alimentaire dans le monde et ses principaux facteurs énonçant ceux que nous avons jugé les plus importants et les plus récents et nous employons les données recueillies lors de nos recherches pour affirmer ou infirmer nos hypothèses de départ

Dans le second chapitre, le même schéma est appliqué cette fois en établissant un lien plus profond entre les différents facteurs.

Dans le troisième chapitre il est question de la stratégie Algérienne, nous avons tenté de vérifier si la trajectoire choisie pour assurer la sécurité alimentaire au niveau national était cohérente au vu des résultats déjà obtenus et des implications internationales.

Chapitre 1 : L'insécurité alimentaire dans le monde et ses principaux facteurs.

Introduction.

Selon le F.A.O, d'après la définition adoptée lors du Sommet mondial de l'alimentation en 1996, « la sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive, leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active ».

La NRC va plus loin : « La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active » et ses quatre piliers :

- La disponibilité d'aliments variés et nutritifs.
- L'accès physique, économique et social à une nourriture nutritive.
- Une bonne utilisation de la nourriture pour préserver une bonne santé et un état de bien-être nutritionnel.
- La consolidation des points forts et des systèmes sur lesquels les gens peuvent s'appuyer dans la durée.¹

Cela fait déjà quelques années que l'on s'éloigne de l'atteinte de tous ces objectifs et pas seulement depuis 2019, comme on pourrait le penser à premier abord. En effet, bien avant la pandémie de covid-19, plusieurs grands facteurs étaient déjà intervenus qui faisaient que le monde n'est plus sur la bonne voie pour mettre un terme à la faim et à la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030.

La pandémie, et les mesures de confinement prises pour la contrer, ont rendu cet objectif encore plus difficile à atteindre. Mais cette situation nouvelle a mis en évidence la nécessité d'une réflexion plus approfondie sur ce qu'il convient de faire pour tenter de mieux remédier à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition qui sévissent actuellement dans le monde.

En 2014, le long déclin de la faim, commencé en 2005, a connu un coup d'arrêt. Le nombre de personnes sous-alimentées s'est mis à croître lentement, jusqu'à ce que, en 2020, le monde

¹Stratégie globale sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence. (2020). *www.nrc.no*. Consulté le 23 juin 2022, à l'adresse https://www.nrc.no/globalassets/pdf/strategies/global-livelihoods-and-food-security-strategy-2020-2025/nrc-global-lfs-strategy-2020-2025_french.pdf

connaisse une régression sans précédent dans ses efforts de lutte contre la faim, comme le font apparaître les estimations les plus récentes présentées dans les chapitres qui suivent. En outre, les progrès dans la lutte contre le retard de croissance se sont considérablement ralentis et l'excès pondéral et l'obésité chez l'adulte continuent de progresser, dans les pays riches comme dans les pays pauvres.

On a constaté une augmentation notable de la fréquence et de l'intensité des conflits, de la variabilité du climat et des extrêmes climatiques, et des ralentissements et fléchissements économiques dans les pays à revenu faible ou intermédiaire ces dix dernières années.

S'agissant des trois derniers facteurs, **nous avons ciblé notre analyse sur les ralentissements et fléchissements économiques, les extrêmes climatiques et les conflits.**

Section 1 : Les ralentissements et fléchissements économiques

Les ralentissements et fléchissements économiques, ont avant tout des répercussions sur les systèmes alimentaires en ce qu'ils compromettent l'accès des personnes aux aliments, y compris en rendant l'alimentation saine inaccessible économiquement, du fait de la hausse du chômage et de la baisse des salaires et des revenus².

1. Un facteur rendant l'alimentation saine inaccessible économiquement

Il en est ainsi, que ces ralentissements et fléchissements soient causés par des fluctuations brutales du marché, des guerres commerciales, des troubles politiques ou une pandémie mondiale comme la covid-19.

Lorsque les pays dépendent du commerce des produits de base, la sécurité alimentaire et la nutrition y sont particulièrement vulnérables quand les ralentissements et fléchissements économiques sont liés à des chocs touchant les échanges internationaux.³

1.1. Un facteur qui frappe d'abord les foyers les plus démunis

Dans tous les pays, les pauvres, qui dépensent une grande partie de leur revenu en nourriture et dépendent des marchés pour une part importante de leur alimentation, sont particulièrement vulnérables aux ralentissements et fléchissements économiques.

²FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2019. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2019. Se prémunir contre les*

³FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2019. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2019. Se prémunir contre les ralentissements et les fléchissements économiques.* FAO, Rome (également disponible en ligne: www.fao.org/3/ca5162fr/ca5162fr.pdf).

Lorsque les revenus baissent, il devient encore plus inabordable d'adopter une alimentation saine, car celle-ci coûte plus cher qu'une alimentation de base.

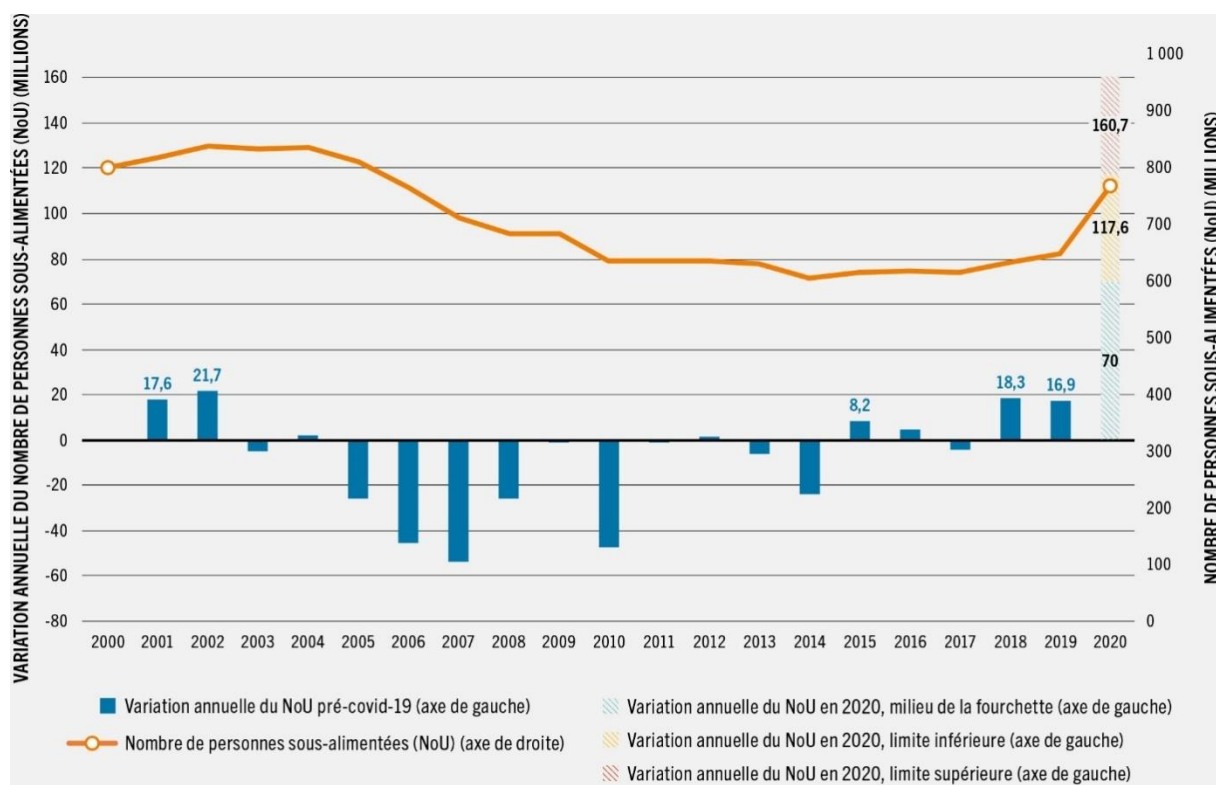
2. La pandémie covid-19 et les mesures pour l'endiguer ont provoqué l'un des fléchissements économiques les plus dévastateur de ces dernières années.

La pandémie de covid-19 et les mesures prises pour y faire obstacle comptent parmi les coups les plus dévastateurs portés ces dernières années à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans le monde.

Leurs effets ont frappé de multiples façons les systèmes alimentaires ainsi que les voies par lesquelles ces derniers agissent sur l'alimentation ; et notamment sur l'accessibilité économique d'une alimentation saine (systèmes d'appui à la production alimentaire, chaînes d'approvisionnement alimentaire, environnements alimentaires, comportement des consommateurs⁴), à l'échelle mondiale, le nombre de personnes qui souffrent de la faim de façon chronique, mesuré par la prévalence de la sous-alimentation (PoU) a connu sa plus forte augmentation annuelle depuis des dizaines d'années, atteignant jusqu'à 161 millions de personnes supplémentaires en 2022, voir encadré suivant :

⁴**Azcona, G., Bhatt, A. et Kapto, S.** 2020. The COVID-19 boomerang effect: New forecasts predict sharp increases in female poverty. Dans: *UN Women* [en ligne]. [Référéncé le 5 mai.

Figure 1 : Après un recul marqué de la faim depuis 2002, le Covid-19 contribue à sa très forte augmentation.



NOTES: Les barres bleues indiquent la variation annuelle du nombre de personnes sous-alimentées (NoU) entre 2000 et 2019 (axe des y, à gauche). Les chiffres précisés pour certaines barres bleues correspondent aux variations annuelles les plus importantes de ce nombre. La courbe orange donne le nombre total de personnes sous-alimentées sur la période 2000-2019 (axe des y, à droite). La barre segmentée de l'année 2020 illustre le nombre supplémentaire de personnes sous-alimentées en 2020, nombre qui varie de 70 millions d'individus (limite inférieure) à 160,7 millions (limite supérieure). SOURCE: FAO pour le nombre de personnes sous-alimentées et la prévalence de la sous-alimentation.

En outre, fin 2020, 155 millions de personnes au moins étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë nécessitant une assistance humanitaire d'urgence dans 55 pays/territoires (phase 3 ou supérieure du cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire/Cadre Harmonisé [IPC/CH])⁵.

Les chocs économiques sont le principal facteur de cette insécurité alimentaire aiguë dans 17 pays frappés par une crise alimentaire, ce qui représente 40 millions de personnes en situation de crise ou pire (phase 3 ou supérieure de l'IPC/CH).

Par comparaison, en 2019, les chocs économiques ressortaient comme le principal facteur dans huit pays uniquement, ce qui représentait autour de 24 millions de personnes en situation de crise ou pire (phase 3 ou supérieure de l'IPC/CH, ou équivalent).

⁵Global Network Against Food Crisis et Food Security Information Network (FSIN). 2021. *Global Report on Food Crises 2021*. Rome (également disponible en ligne:

2.1.Des fléchissements économique d'une portée et d'une échelle sans précédent

Les effets les plus destructif de la pandémie de covid-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition découlent de la portée et de l'échelle sans précédent des fléchissements économiques causés par les mesures prises pour endiguer la pandémie (facteurs économiques et commerciaux).

2.2.Contraction du revenu par habitant et emplois supprimés

Ces mesures ont plongé le monde et la plupart des pays dans une récession économique en 2020 et provoqué une contraction du revenu par habitant dans plus de pays que jamais ces dernières années.

Les personnes employées dans le secteur informel de nombreux pays du monde ont vu leur revenu se réduire considérablement, voire disparaître.

Dans les pays à revenu élevé, les pouvoirs publics ont aidé les employeurs à garder leurs salariés, quoiqu'à un salaire réduit.

Les chaînes d'approvisionnement alimentaire se sont révélées plus robustes qu'on ne le prédisait au départ, mais la pandémie érode le pouvoir d'achat des personnes à mesure que celles-ci perdent leur revenu et leurs moyens d'existence.

2.3.Augmentation importante de la malnutrition et de la sous-nutrition

La conséquence de tout cela est une augmentation du nombre de personnes qui n'ont pas les moyens d'adopter une alimentation saine, ce qui accroît leur risque de malnutrition sous une forme ou une autre, mais aussi du nombre de personnes qui souffrent de la faim faute d'une quantité suffisante de nourriture.

De surcroît, la fermeture des écoles a entraîné la suspension des programmes d'alimentation et de nutrition scolaires, qui jouaient un rôle essentiel.

2.3.1. Augmentation continue de la sollicitation des programmes d'assistance alimentaire.

Les programmes d'assistance alimentaire, comme les banques alimentaires et diverses autres initiatives, ont constaté une progression notable et continue des recours à leurs services tout au long de 2020 aussi bien dans les pays en développement que dans les pays développés.

Cette hausse des demandes d'aide s'explique par la perte de revenu, qui fait que les produits alimentaires sont de plus en plus inabordables et qu'un nombre bien plus important de personnes dépendent alors de l'assistance alimentaire pour garder une alimentation saine et se préserver de l'insécurité alimentaire.

2.4. Inégalités sociales creusées par la crise

Ce fléchissement économique a pour conséquence directe une inaccessibilité financière croissante des produits alimentaires ainsi qu'une hausse de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, les personnes disposant de moins d'argent pour acheter de la nourriture et à fortiori pour se payer les aliments nutritifs, plus chers, nécessaires à une alimentation saine.

2.4.1. Diminution des fonds envoyés par les travailleurs migrants

Les travailleurs migrants n'ont pas été épargnés par les mesures du confinement, les perturbations des échanges, les licenciements ou la maladie⁶, même si les envois de fonds dans leurs pays d'origine ont moins baissé qu'il n'était annoncé⁷.

2.4.2. Les femmes plus touchées que les hommes

Les femmes ont été particulièrement éprouvées par les retombées économiques et sociales de la pandémie de covid-19. Elles sont en effet plus nombreuses que les hommes à être tombées dans la pauvreté extrême du fait de la pandémie, ayant aussi été plus nombreuses à perdre leur emploi, à voir leurs heures de travail réduites ou à assumer de plus lourdes charges de soin.⁸

L'écart entre les femmes et les hommes dans la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave s'est encore creusé durant l'année de la pandémie- prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave supérieure de 10% en 2020 chez les femmes contre 6% entre 2019.

⁶FAO. 2020. *Travailleurs migrants et pandémie de covid-19*. Rome (également disponible en ligne: www.fao.org/3/ca8559fr/CA8559FR.pdf).

⁷Banque Mondiale. 2021. Déjouant les prévisions, les remises migratoires ont plutôt bien résisté à la crise de la COVID-19. Dans: *Banque Mondiale* [en ligne]. Washington (États-Unis). [Référéncé le 1er juin 2021] www.banquemonde.org/fr/news/press-release/2021/05/12/defying-predictions-remittance-flows-remain-strong-during-covid-19-crisis.

⁸Azcona, G., Bhatt, A. et Kapto, S. 2020. The COVID-19 boomerang effect: New forecasts predict sharp increases in female poverty. Dans: *UN Women* [en ligne]. [Référéncé le 5 mai 2021] <https://data.unwomen.org/features/covid-19-boomerang-effect-new-forecasts-predict-sharp-increases-female-poverty>.

2.5.Effets de la pandémie sur l'offre

Les conséquences de la pandémie de Covid-19 ne se limitent toutefois pas aux multiples effets sur la demande touchant l'accès à la nourriture ; on observe également des effets sur l'offre qui, eux aussi, dégradent la capacité des personnes à accéder à la nourriture et à une alimentation saine. Il s'agit notamment des fermetures de frontières, des restrictions de déplacement, des quarantaines et des perturbations des marchés, des filières et du commerce.

2.5.1. Restriction de l'accès physique aux sources d'aliments

Ces effets défavorables restreignent l'accès physique des personnes à des sources d'aliments divers et nutritifs en quantité suffisante, surtout dans les pays durement frappés par la pandémie ou qui souffraient déjà de niveaux élevés d'insécurité alimentaire et de malnutrition.

Des produits périssables de grande valeur s'abîment le long des chaînes d'approvisionnement parce que des travailleurs dont le rôle est essentiel pour l'alimentation et l'agriculture sont empêchés de passer les frontières et que les filières sont désorganisées. La fermeture des marchés, y compris des marchés informels, aggrave aussi l'inaccessibilité économique d'une alimentation saine.

2.5.1.1.La péremption des produits provoque des pertes de denrées importantes

De façon générale, les effets préjudiciables des mesures de distanciation physique liées à la pandémie ont été plus immédiats et plus marqués pour les fruits et légumes, hautement périssables, dont la production et la commercialisation nécessitent une main-d'œuvre plus nombreuse que ce n'est le cas pour d'autres produits, les aliments de base par exemple⁹.

Les effets pourraient être moins prononcés qu'on ne l'avait anticipé et il faudra réunir davantage de données, mais quelques rapports font état de perte et de gaspillages de denrées alimentaires, notamment de fruits et de légumes, de poisson, de viande et de produits laitiers¹⁰.

2.5.1.2.La pandémie a fait transparaître les vulnérabilités des S.A locaux et mondiaux.

⁹FAO. 2021. *COVID-19 and territorial markets: evidence from the United Republic of Tanzania*. Rome (également disponible en ligne: <https://doi.org/10.4060/cb4141en>).

¹⁰FAO. 2020. *Mitigating risks to food systems during COVID-19: reducing food loss and waste*. Rome (également disponible en ligne: <https://doi.org/10.4060/ca9056en>).

En outre, les restrictions de déplacement provoquent de graves pénuries de main-d'œuvre dans les secteurs de la production et de la transformation alimentaires et agricoles, ce qui bouleverse la production et l'approvisionnement.

Autre problème, la fermeture des écoles a privé les enfants des repas qui leur sont normalement fournis par les programmes d'alimentation et de nutrition scolaires, pour pallier cela, certains pays ont lancé un service de livraison à domicile au profit des enfants, cela dit il ne concerne que les pays les plus avancés.

La pandémie de covid-19 et les mesures prises pour l'endiguer ont ainsi accentué d'autres facteurs, aggravé les inégalités et révélé les vulnérabilités structurelles des systèmes alimentaires locaux et mondiaux.

3. Couplé à d'autres facteurs, les effets des fléchissements sont aggravants.

La pandémie de Covid-19 est à l'origine un fléchissement économique mondial, mais cette conséquence préjudiciable s'est trouvée associée dans plusieurs pays du monde à des conflits ou à la variabilité et aux extrêmes climatiques, ou à une association de ces facteurs et à des facteurs plus locaux, comme les attaques acridiennes en Afrique de l'Est (Kenya et Somalie) et en Asie du Sud (Inde et Pakistan).

Elle est également venue aggraver des crises alimentaires dans des contextes d'urgence. Ainsi, une insécurité alimentaire aigüe, nécessitant une intervention d'urgence, s'est développé au Salvador, au Honduras et au Nicaragua, du fait du double impact des ouragans Êta et Lota et des conséquences économiques de la pandémie.

En République démocratique du Congo et au Soudan du Sud, les effets conjugués d'un conflit et de la variabilité et des extrêmes climatiques, notamment des sécheresses, des cyclones ou des inondations saisonnières, se sont trouvés aggravés par les conséquences économiques de la pandémie¹¹.

La récession économique mondiale qui s'est amorcée en 2020 continuait de s'étendre en 2021 et en 2022 dans un grand nombre de pays, avec son lot de conséquences sur les échanges régionaux et internationaux, de niveau records de chômage, de pertes de moyen d'existence et de niveaux de pauvreté en hausse¹².

¹¹FAO et PAM. 2021. *Hunger Hotspots. FAO-WFP early warnings on acute food insecurity: March to July 2021 outlook*. Rome.

¹²Vos, R., Martin, W. et Laborde, D. 2020. How much will global poverty increase because of COVID-19? Dans: *IFPRI* [en ligne]. Washington (États-Unis). [Référéncé le 5 mai 2021] www.ifpri.org/blog/how-much-will-global-poverty-increase-because-covid-19.

Tous les pays ne se remettent pas au même rythme des effets de la pandémie et des mesures d'endiguement, ce qui signifie que certains continueront de faire face à des problèmes importants d'insécurité alimentaire et de malnutrition liés à ces effets en 2021, et peut-être au-delà. Surtout quand ces effets s'associent à des conflits et à des catastrophes liées au climat.

En 2020, dans les pays les plus touchés par ces fléchissements économiques associés à des catastrophes liées au climat et des conflits, l'augmentation de la sous-alimentation a été plus de cinq fois supérieure à celle observée dans les pays qui n'avaient à faire face qu'à un fléchissement économique.

Section 2 : Les conflits

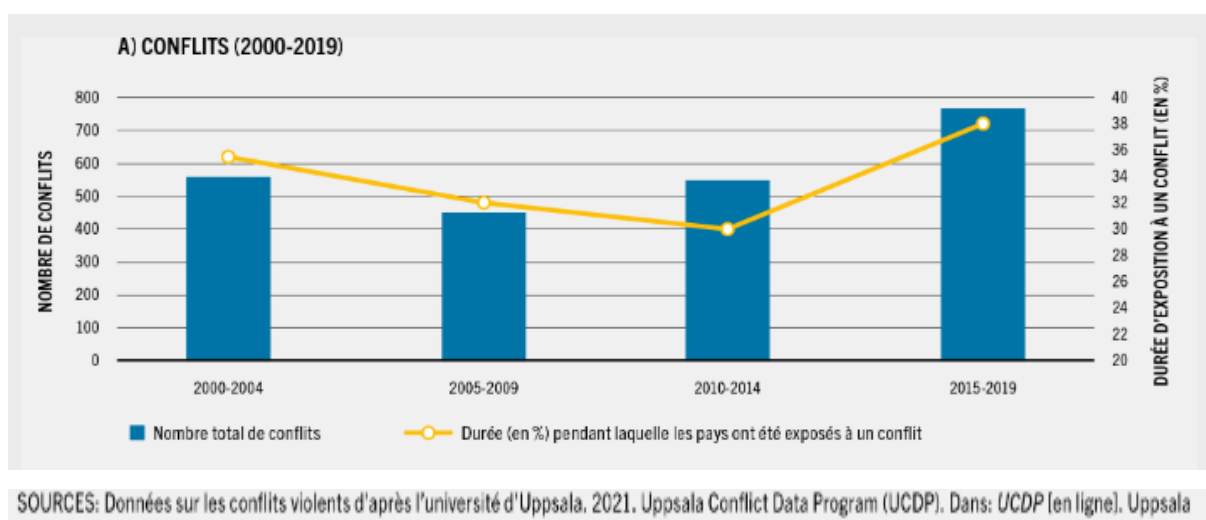
Depuis dix ans, ce sont peu ou prou les mêmes pays qui connaissent de violents conflits, et leur nombre n'a pas beaucoup varié non plus.

1. L'augmentation du nombre de conflit et leur durée se fait croissante.

On observe une augmentation marquée du nombre de conflits par an et de la durée en pourcentage pendant laquelle les pays y ont été exposés voir figure suivante.

La Fréquence et intensité des conflits dans les pays à revenu faible ou intermédiaire vont croissant.

Figure 2 : Le nombre total de conflits par tranches quinquénales est en nette augmentation



1.1. Augmentation de la violence depuis 2010

Une recrudescence des conflits violents a également été constatée, et le nombre de décès liés à ces derniers a augmenté, alors qu'il était à un plus bas historique en 2005.

Le nombre de conflits donnant lieu à une violence unilatérale, étatique ou non étatique, a fortement progressé (de 86 pour cent depuis 2010, avec au total 145 conflits en 2019) et se situe désormais à un plus haut historique.

1.2. Accroissement du nombre de personnes déplacées

Ces augmentations se sont accompagnées d'un accroissement du nombre de personnes déplacées.

Le nombre de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays est en hausse notable du fait de la multiplication des conflits: il a presque doublé, de 40 millions en 2010 à plus de 70 millions en 2019, et il a dépassé la barre des 80 millions en 2020¹³.

La nature des conflits évolue également: ils sont de plus en plus complexes, enlisés et insolubles. Les conflits internes sont devenus plus nombreux que les conflits entre États, et on constate une augmentation importante des conflits internes internationalisés (conflits internes qui se sont propagés à d'autres nations)¹⁴¹⁵.

Les grands déplacements de personnes vers d'autres pays et l'implication d'acteurs internationaux externes en font également des problèmes de plus en plus régionaux, et les réseaux armés transnationaux ne sont que trop disposés à partager leurs ressources pour poursuivre leurs objectifs communs.

Les conflits se jouent souvent à plusieurs niveaux dans de nombreux pays, et on peine en pratique à démêler certaines notions (leur commencement et leur achèvement, par exemple) lorsqu'on les analyse.

Même dans les contextes sortis d'un conflit, la violence peut tout simplement changer de forme à mesure qu'évoluent les circonstances qui l'entourent, les acteurs qui l'animent et les forces qui la déterminent. Parfois, les causes d'un conflit ne disparaissent pas une fois celui-ci en apparence terminé; de surcroît, les conflits peuvent devenir cycliques si leurs causes profondes ne sont pas traitées.

¹³**Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).** 2020. *Global trends - Forced displacement in 2020*. Copenhague (Danemark) (également disponible en ligne: <https://www.unhcr.org/60b638e37/unhcr-global-trends-2020>).

¹⁴**HCR.** 2021. *Refugee Statistics*. Dans: *UNHCR* [en ligne]. [Référéncé le 6 mai 2021] www.unhcr.org/refugee-statistics.

¹⁵**Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).** 2016. *States of Fragility 2016: understanding violence*. States of Fragility. Paris (également disponible en ligne: www.oecd-ilibrary.org/development/states-of-fragility-2016_9789264267213-en).

2. La Guerre en Ukraine se distingue parmi les conflits

Parmi les conflits, un d'entre eux se distingue plus que les autres, par son échelle comme par ses conséquences, il s'agit de la guerre en Ukraine ayant commencé le 24 février 2022

La guerre en Ukraine a déjà causé de lourds dommages et d'importantes pertes en vies humaines dans les grands centres de population, gagné les zones rurales et provoqué des déplacements de personnes de grande ampleur.

2.1.Le conflit a débuté en pleine campagne agricole

De toute évidence, elle a entraîné dans son sillage une détérioration considérable de la sécurité alimentaire dans le pays, dans la mesure où le conflit met à mal les moyens de subsistance de la population en pleine campagne agricole, entrave l'accès physique aux intrants et endommage les habitations, les moyens de production, les terres agricoles et forestières, les routes et d'autres infrastructures civiles, ainsi que l'environnement.

2.1.1. Le conflit a grandement compliqué l'exportation depuis l'Ukraine

La guerre a conduit à des fermetures de ports, à l'interruption des opérations de pressage des graines oléagineuses et à la mise en place de restrictions des exportations (au moyen d'un système d'octroi de licences) ainsi que d'interdictions d'exportation pour certaines cultures et certains produits alimentaires.

Les principales villes se font encercler et sont toujours sous le feu de bombardements intensifs, les populations se retrouvant isolées et en proie à de graves pénuries de nourriture, d'eau et d'énergie.

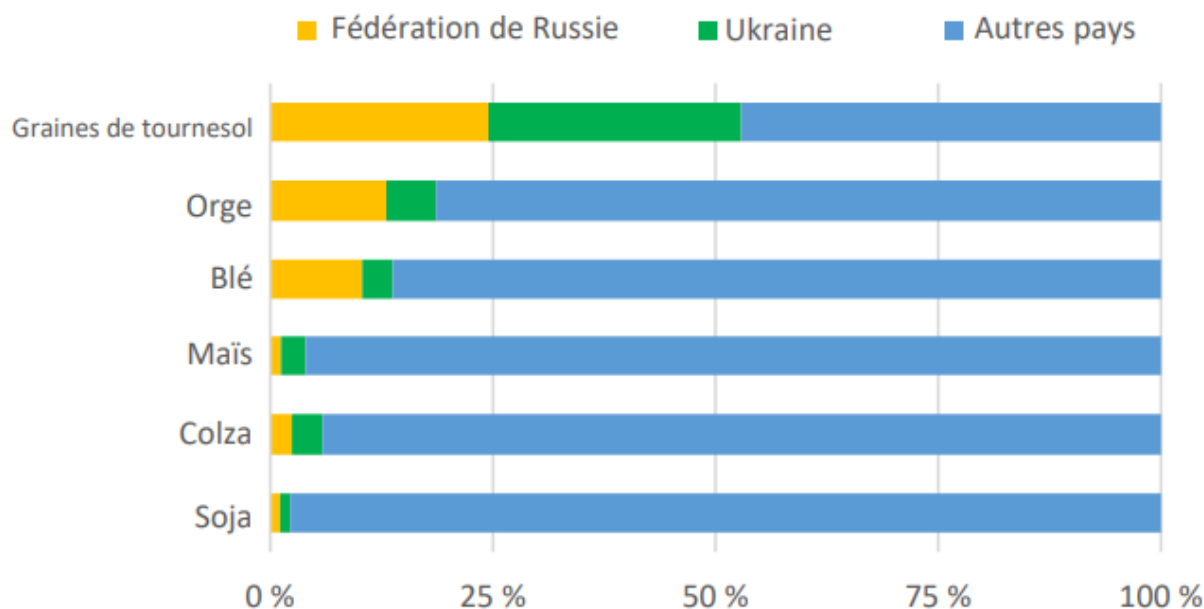
2.2.Les Belligérants sont deux des plus grands exportateurs en denrées agricoles

La Fédération de Russie et l'Ukraine comptent parmi les plus importants producteurs de produits agricoles de la planète (voir figure suivante). Les deux pays sont des exportateurs nets de produits agricoles et jouent un rôle de premier plan dans l'approvisionnement des marchés mondiaux de denrées alimentaires et d'engrais, où les disponibilités à l'exportation sont souvent détenues par une poignée de pays.

Une telle concentration pourrait placer ces marchés dans une situation de plus grande vulnérabilité aux chocs et à la volatilité.

En conséquence, cette guerre a provoqué des ondes de choc par l'intermédiaire des marchés mondiaux, alors que les marchés alimentaires sont déjà aux prises avec l'envolée des prix et les défis imposés par la pandémie de covid-19 dans le monde.

Figure 3 : Part de la production mondiale par sélection de culture



Source : Système XCBS de la FAO.

2.2.1. Importance de l'Ukraine et de la Russie pour la production mondiale de céréales et oléagineux

Ensemble, la Fédération de Russie et l'Ukraine ont réalisé en moyenne 19, 14 et 4 pour cent de la production mondiale d'orge, de blé et de maïs, respectivement, sur la période allant de 2016-2017 à 2020-2021.

Dans le secteur des graines oléagineuses, leur contribution à la production mondiale a été particulièrement importante en ce qui concerne l'huile de tournesol, dont un peu plus de la moitié de la production mondiale en moyenne au cours de cette période provenait des deux pays.

2.2.2. Importance de la Russie sur le marché mondial des engrais

En 2021, la Fédération de Russie et l'Ukraine se sont l'une ou l'autre (ou toutes les deux) classées parmi les trois premiers exportateurs mondiaux de blé, de maïs, de colza, de graines de tournesol et d'huile de tournesol, tandis que la Fédération de Russie s'est également hissée, à l'échelle mondiale, au premier rang des exportateurs d'engrais azotés, au

deuxième rang des fournisseurs d'engrais potassiques et au troisième rang des exportateurs d'engrais phosphatés.

2.2.3. De nombreux pays sont fortement dépendant de la Russie de l'Ukraine en terme d'importations

De nombreux pays fortement tributaires des importations de denrées alimentaires et d'engrais, dont beaucoup sont des pays parmi les moins avancés (PMA) ou des pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV), comptent sur les approvisionnements alimentaires de l'Ukraine et de la Fédération de Russie pour satisfaire leurs besoins de consommation.

Une grande partie de ces pays subissaient déjà, avant même le début de la guerre, les effets négatifs du niveau élevé des cours internationaux des produits alimentaires et des engrais, ainsi que les répercussions de la pandémie de covid-19.

Les principaux sujets de préoccupation immédiate sont les suivants:

- perturbation de la récolte d'hiver et des emblavages de printemps;
- diminution de la disponibilité de la main-d'œuvre agricole, sous l'effet des déplacements de population;
- accessibilité et disponibilité des intrants agricoles, en particulier du carburant, des semences, des engrais et des pesticides;
- dérèglement de la logistique et de tous les éléments des chaînes d'approvisionnement alimentaire;
- abandon des terres agricoles et accès entravé à ces terres;
- endommagement des cultures par les activités militaires, surtout pendant la période végétative printanière;
- destruction des équipements et infrastructures des systèmes agroalimentaires.

2.2.4. Importance de la Russie et de l'Ukraine du point de vue du commerce international

La place centrale qu'occupent la Fédération de Russie et l'Ukraine dans l'agriculture mondiale est d'autant plus évidente lorsqu'on se place sous l'angle du commerce international.

Les deux pays sont des exportateurs nets de produits agricoles et jouent un rôle de premier plan dans l'approvisionnement des marchés mondiaux de denrées alimentaires, dont les disponibilités à l'exportation sont souvent détenues par une poignée de pays, ce qui place ces marchés dans une situation de plus grande vulnérabilité aux chocs et à la volatilité.

La Fédération de Russie se démarque clairement comme le plus grand exportateur mondial de blé, puisqu'elle a livré en 2021 un volume total de 32,9 millions de tonnes de blé et de méteil (en poids produit), ce qui correspond à 18 pour cent des expéditions mondiales. L'Ukraine s'est classée au sixième rang des exportateurs de blé en 2021, le pays ayant exporté 20 millions de tonnes de blé et de méteil, soit 10 pour cent du marché mondial.

La place importante de la Fédération de Russie et de l'Ukraine dans le commerce mondial se remarque tout autant sur les marchés mondiaux du maïs, de l'orge et du colza, et encore davantage sur celui de l'huile de tournesol, secteur dans lequel les vastes sites de production des deux pays leur ont permis de détenir, à eux deux, près de 80 pour cent du marché mondial des exportations au cours des trois dernières années commerciales (de 2018-2019 à 2020-2021).

La forte concentration des exportations qui caractérise les marchés de denrées alimentaires se retrouve également dans le secteur des engrais, dont la Fédération de Russie est l'un des principaux fournisseurs. En 2021, le pays se classait ainsi respectivement aux première, deuxième et troisième places des exportateurs d'engrais à l'azote (N), d'engrais au potassium (K) et d'engrais au phosphore (P)

2.2.5. Danger pour les marchés alimentaires mondiaux

Dans la mesure où le conflit perturbe les exportations alimentaires de la Fédération de Russie et de l'Ukraine, les marchés alimentaires mondiaux sont exposés à des risques accrus de resserrement des disponibilités, d'incapacité de répondre à la demande d'importation et d'augmentation des cours internationaux des produits alimentaires.

3. Le niveau des exportations est bien en dessous des prévisions

D'après les prévisions de la FAO pour la campagne agricole allant de juillet 2021 à juin 2022, établies avant le début de la guerre, et compte tenu du rythme des exportations observées jusqu'en février, on s'attendait à ce que l'Ukraine exporte environ 6 millions de Tonnes de blé de mars à juin 2022 et à ce que la Fédération de Russie en exporte 8 millions pendant la même période.

3.1.20 millions de tonnes de céréales bloqués par l’embargo de Moscou jusqu’à juillet

Néanmoins, compte tenu des fermetures de ports et des interruptions des chaînes d’approvisionnement en Ukraine ainsi que des difficultés d’écoulement prévues dans la Fédération de Russie du fait des sanctions financières, il était permis de douter que ces exportations puissent se matérialiser et en effet, au mois de juillet 2022, 20 millions de tonnes de céréales étaient bloqués en raison de l’embargo de Moscou jusqu’à la signature du contrat concernant ces exportation en Turquie le 22 juillet 2022.

3.2. Les autres fournisseurs dans l’incapacité de donner le change

Parmi les autres fournisseurs, l’Argentine maintiendra probablement ses exportations à un niveau limité pendant la campagne en cours compte tenu des efforts déployés par les pouvoirs publics pour maîtriser l’inflation intérieure, tandis que l’Australie a atteint sa capacité d’expédition maximale sur le plan logistique.

Dans ce contexte de forte contraction des disponibilités mondiales à l’exportation et de la situation tendue sur les marchés mondiaux, d’autres pays pourraient imposer des mesures (formelles ou informelles) pour ralentir ou restreindre les exportations afin de protéger les approvisionnements intérieurs et/ou de contenir l’inflation intérieure, comme plusieurs pays en ont déjà fait l’annonce depuis le début de la guerre.

3.3 Les pénuries attendues poussent les pays importateurs à constituer des stocks

Les pénuries d’approvisionnement qui en résulteraient pour les importateurs pourraient être particulièrement marquées pour les acheteurs de la région Proche-Orient et **Afrique du Nord**, dont certains pourraient être amenés, compte tenu de l’importance du blé en tant qu’aliment de base, à accroître dès maintenant leurs importations pour garantir leurs approvisionnements, de peur que les marchés du blé ne se contractent et que les prix ne s’apprécient encore.

Un tel scénario exercerait une pression supplémentaire sur les marchés mondiaux.

3.3.1 Les cours internationaux de produits alimentaire connaissent des records

Les cours internationaux des produits alimentaires de base à l’exportation, mesurés par l’indice FAO des prix des produits alimentaires, connaissent une hausse presque ininterrompue depuis le second semestre de 2020 et, en mars 2022, ils ont atteint un

niveau record historique, tant en termes nominaux que réels, soit 33,6 pour cent par rapport à l'année dernière.

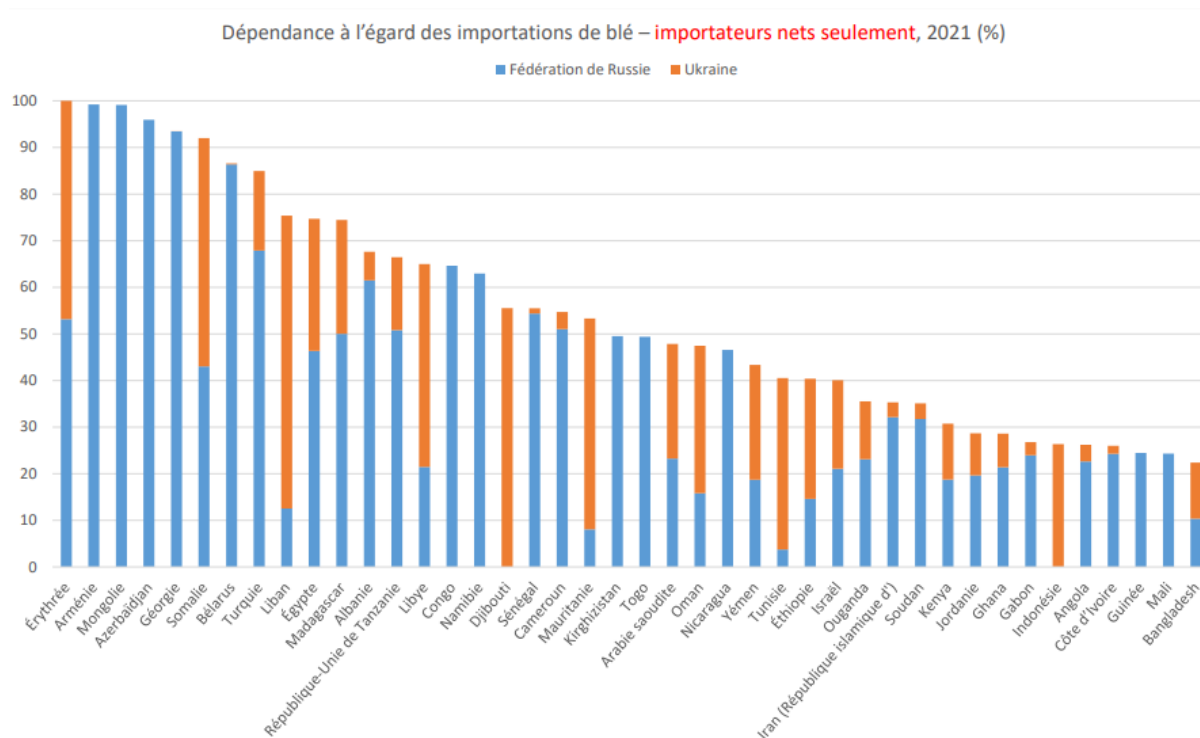
Bien que les prix de toutes les catégories de produits prises en compte dans le calcul de l'indice FAO2 soient en augmentation depuis la dernière partie de l'année 2020, les marchés mondiaux des céréales et des huiles végétales, sur lesquels l'Ukraine et la Fédération de Russie jouent un rôle considérable, sont parmi les plus touchés.

Au cours de l'année 2021, les cours internationaux du blé et de l'orge ont gagné 31 pour cent par rapport à 2020, sous l'effet d'une demande mondiale forte et de disponibilités exportables limitées découlant d'une contraction de la production, laquelle était liée aux conditions météorologiques dans plusieurs grands pays exportateurs de blé et d'orge.

Dans le cas du blé, les prix se sont également trouvés soutenus du fait de l'incertitude concernant les mesures relatives aux exportations mises en place par certains fournisseurs pour tenter de contenir la pression inflationniste au niveau national.

Dans les secteurs de l'huile de colza et de l'huile de tournesol, la hausse des cours annuels enregistrée en 2021 était de l'ordre de 65 et 63 pour cent, respectivement. Cette augmentation est le résultat du resserrement prolongé de l'offre mondiale et de la forte demande, celle-ci étant également poussée par le secteur de l'agro gazole en ce qui concerne l'huile de colza.

Figure 4 Certains pays dépendent fortement des importations de blé en provenance de l'Ukraine et de la Fédération de Russie



Source: Calculs de la FAO à partir de données de TDM.

La Fédération de Russie et l'Ukraine sont d'importants fournisseurs pour de nombreux pays qui sont fortement tributaires des importations de denrées alimentaires et d'engrais.

Nombre de ces pays sont parmi les moins avancés ou encore parmi les pays à faible revenu et à déficit vivrier. Comme on le voit sur la figure précédente, par exemple, les importations de blé de l'Érythrée en 2021 provenaient en totalité de la Fédération de Russie (53 pour cent) et de l'Ukraine (47 pour cent).

3.4. Une envolée des prix internationaux des engrais et de l'énergie a été constatée

Les prix internationaux de référence des engrais ont augmenté aussi tout au long de 2021, et de nombreux cours ont atteint des niveaux record. Les hausses les plus notables concernaient les engrais azotés. Les prix de l'urée, l'un des principaux engrais azotés, ont presque triplé au cours des 12 derniers mois, et ceux des engrais phosphatés ont tout autant progressé sur la même période; en revanche, ceux de la potasse ont moins augmenté. Comme pour les autres produits, la dynamique des prix des engrais est déterminée par l'interaction entre l'offre et la demande. Du côté de la demande, les prix accrus des extrants (cultures) enregistrés en 2021 ont rendu les engrais plus abordables, ce qui a ensuite poussé les prix de ceux-ci à la hausse.

Du côté de l'offre, des prix de l'énergie élevés et volatiles ont été observés, en particulier pour le gaz naturel, qui joue un rôle crucial dans la production des engrais azotés, dont les prix ont grimpé en flèche en 2021 pour de nombreuses raisons, notamment des perturbations liées aux conditions météorologiques qui ont freiné la production d'énergies renouvelables et de charbon. Les perturbations de l'offre et les coûts de transport élevés imputables aux restrictions imposées sur les exportations, ainsi que la montée en flèche des tarifs du transport en vrac et en conteneur en raison de la pandémie de covid-19, ont également exercé une pression à la hausse sur les prix des engrais.

Le graphique montre également une forte concentration des importations de blé dans de nombreux pays situés en **Afrique du Nord** et en Asie occidentale et centrale, qui s'approvisionnent en grande partie auprès de la Fédération de Russie et de l'Ukraine. Dans l'ensemble, c'est plus d'une trentaine d'importateurs nets de blé qui dépendent des deux pays pour plus de 30 pour cent de leurs importations de cette céréale.

Ce conflit, d'une autre échelle par rapport aux autres, fait donc encourir un risque considérable sur les marchés agricoles mondiaux et sur la sécurité alimentaire mondiale, ses conséquences menacent également directement l'Algérie qui semble avoir changé ses fournisseurs en blé depuis 2019 en optant pour l'Argentine et la Russie, ce sur quoi nous reviendrons au chapitre 2.

Section 3 : Les dangers climatiques

Les pays sont confrontés à une variabilité croissante du climat et à des extrêmes climatiques de plus en plus fréquents, liés en partie au changement climatique.

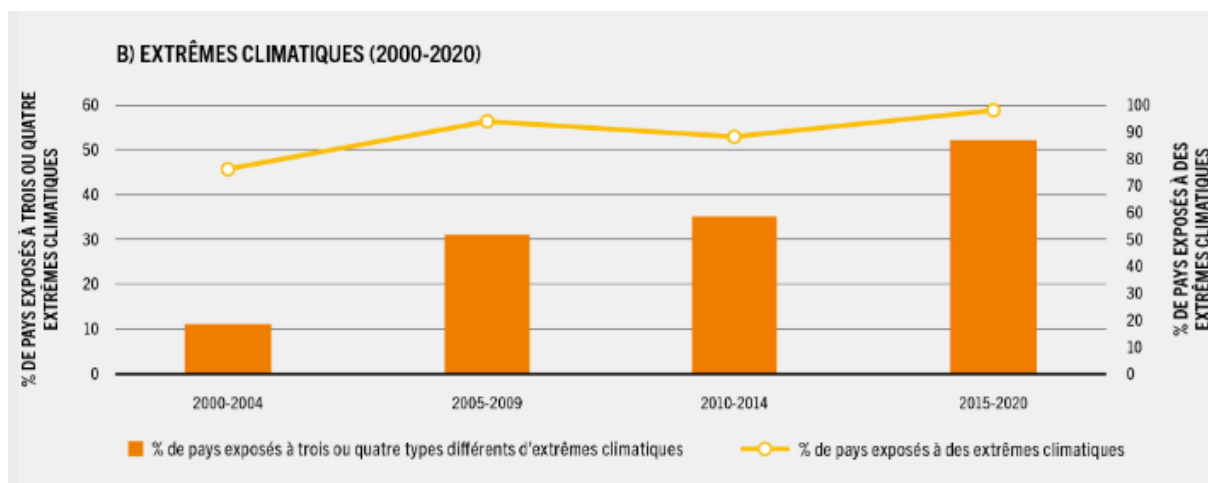
1. Un nombre de pays touché de plus en plus grand

Le nombre de pays à revenu faible ou intermédiaire exposés à des extrêmes climatiques n'a pas cessé d'augmenter au cours des 20 dernières années: ils représentaient 76 pour cent des pays en 2000-2004, et 98 pour cent en 2015-2020.

1.1. Augmentation de l'exposition

Il est encore plus frappant de constater que cette exposition des pays aux extrêmes climatiques s'est considérablement intensifiée (trois ou quatre types de phénomènes sur une période de cinq ans).

Figure 5 : Pourcentage de pays exposés à trois ou quatre extrêmes climatiques par tranches quinquennales



Source :UCT à partir des données du Climate Hazards Center de l'université de Californie à Santa Barbara (EU)

1.1. Augmentation de la fréquence

La fréquence – ou nombre d'années pendant lesquelles un pays est exposé à des extrêmes climatiques au cours de chaque sous-période – a augmenté de 42 points de pourcentage, passant de 30 pour cent en 2000-2004 à 72 pour cent en 2015-2019 (chiffres non illustrés sur la figure). S'agissant de l'intensification, on constate que, sur la période 2015-2020, 52 pour cent des pays ont été exposés à trois ou quatre types d'extrêmes climatiques (vagues de chaleur, sécheresses, inondations ou tempêtes), contre 11 pour cent sur la période 2000-2004. En d'autres termes, leur nombre a presque quintuplé sur les 20 dernières années.

1.2. Augmentation de l'intensité des extrêmes climatiques

L'analyse au niveau régional confirme l'intensité des extrêmes climatiques constatée au niveau mondial.

La manifestation de trois types ou plus d'extrêmes climatiques, par exemple, a augmenté de 39 points de pourcentage dans les pays d'Afrique, de 10 pour cent en 2000-2004 à 49 pour cent en 2015-2020.

De manière similaire, le pourcentage de pays asiatiques qui sont confrontés à plusieurs types d'extrêmes climatiques est passé à 57 pour cent en 2015-2020, contre 11 pour cent en 2000-2004. L'intensité de ces phénomènes en Amérique latine et dans les Caraïbes a également bondi de 9 pour cent en 2000-2004 à 57 pour cent en 2015-2020.

2. Les travaux du GIEC

Le, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est l'organe des Nations Unies chargé d'évaluer les travaux scientifiques consacrés aux changements climatiques.

Créé en 1988 par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation météorologique mondiale (OMM), il a pour mission de fournir aux décideurs, à intervalles réguliers, des évaluations scientifiques concernant les changements climatiques, leurs conséquences et leurs risques, de même que de présenter des stratégies d'adaptation et d'atténuation.

La même année, l'Assemblée générale des Nations Unies approuvait cette initiative de l'OMM et du PNUE. Le GIEC compte 195 États Membres.

Des milliers de personnes contribuent aux travaux du GIEC dans le monde entier. Aux fins de la rédaction des rapports d'évaluation du GIEC, des experts étudient à titre bénévole les milliers d'articles scientifiques publiés chaque année afin de produire une synthèse exhaustive de ce que l'on sait des facteurs du changement climatique, de ses impacts et des risques futurs, ainsi que de la manière dont l'adaptation et l'atténuation peuvent réduire ces risques.

2.1.Les groupes de travail du dernier rapport

Le GIEC compte trois groupes de travail: le Groupe de travail I se charge des éléments scientifiques de l'évolution du climat, le Groupe de travail II des conséquences, de l'adaptation et de la vulnérabilité, et le Groupe de travail III de l'atténuation du changement climatique.

Il est également doté d'une Équipe spéciale pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre, qui élabore des méthodes pour mesurer les émissions et les éliminations de ces gaz. Grâce aux évaluations du GIEC, les pouvoirs publics à tous les niveaux disposent d'informations scientifiques sur lesquelles asseoir leurs politiques climatiques.

Ces évaluations occupent une place centrale dans les négociations internationales sur les mesures à prendre pour faire face au changement climatique. Dans un souci d'objectivité et de transparence, les rapports du GIEC sont rédigés et révisés en plusieurs étapes, actuellement le sixième rapport est en passe d'être achevé.

2.2Le cinquième rapport est le principal fondement de l'accord de Paris

Des rapports d'évaluation scientifique détaillés sont publiés tous les six ou sept ans; le dernier en date, le cinquième rapport d'évaluation, a été achevé en 2014. Il est le principal fondement scientifique de l'Accord de Paris. À sa 41e session (février 2015), le GIEC a décidé de produire un sixième rapport d'évaluation.

2.3L'entame du sixième rapport et des rapports spéciaux

À sa 42e session (octobre 2015), il a élu un nouveau Bureau chargé de superviser la rédaction de son dernier rapport ainsi que des rapports spéciaux devant être publiés au cours de l'actuel cycle d'évaluation.

À sa 43e session (avril 2016), il a décidé d'élaborer trois rapports spéciaux et un rapport méthodologique en plus du sixième rapport d'évaluation.

2.4La répartition des groupes de travail

La contribution du Groupe de travail I au sixième rapport d'évaluation, intitulée « Changement climatique 2021: les éléments scientifiques » ont été publiée le 9 août 2021 dans

sa version anglaise, tandis que la contribution du Groupe de travail II, intitulée « Changement climatique 2022: impacts, adaptation et vulnérabilité », a été publiée le 28 février 2022. Le rapport de synthèse final est prévu pour l'automne 2022.

Le GIEC publie également des rapports spéciaux sur des thèmes plus spécifiques entre les rapports d'évaluation.

2.5 Le rapport polémique « Réchauffement planétaire de 1,5°C » de 2018

En octobre 2018 est paru le rapport intitulé Réchauffement planétaire de 1,5 °C, un rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels et les trajectoires associées d'émissions mondiales de gaz à effet de serre, dans le contexte du renforcement de la parade mondiale au changement climatique, du développement durable et de la lutte contre la pauvreté.

Le rapport Changement climatique et terres émergées, un rapport spécial du GIEC sur le changement climatique, la désertification, la dégradation des sols, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres est paru en août 2019, suivi en septembre 2019 par le rapport spécial du GIEC sur l'océan et la Cryo sphère dans le contexte du changement climatique.

En mai 2019, le GIEC a publié la Révision 2019 des Lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre, qui met à jour les méthodes utilisées par les gouvernements pour estimer les facteurs d'émission et d'élimination de ces gaz sur leur territoire.

3. Contenu du sixième rapport, et témoignage de François Gemenne

Le GIEC, fin février, publiait le deuxième volet de son 6ème rapport d'évaluation et en avril son troisième volet, pour rappel le premier volet concerne la question du changement climatique et de ses échéances qui annonçait que le changement était plus rapide que prévu, le deuxième volet portait sur la vulnérabilité face à la crise, le troisième se concentre sur les solutions proposées ; François Gemenne a été affecté au deuxième groupe de travail

concernant l'étude de l'impact et de la vulnérabilité et plus spécifiquement au chapitre numéro 8 qui porte sur les questions de développement et d'inégalité.

François Gemenne est spécialiste de la gouvernance climatique et des migrations, co-directeur de l'ouvrage collectif « La Guerre chaude : enjeux stratégiques du changement climatique » avec Nicolas Rigaud et Bastien Alex aux presses de science po.

Selon ces auteurs si le réchauffement climatique s'aggrave encore il rendra ce monde plus violent, la hausse des températures ne sera pas sans conséquences sur la sécurité mondiale alors la question qui se pose c'est que faire et à quelle échéance ?

3.1. Une question évitée autant que possible

Pour François Gemenne, il y a un côté performatif à la question, si les médias n'abordent pas ce point lors des interviews il disparaît.

De plus cela soulève une vérité qu'il faut regarder froidement, globalement les gens n'ont pas envie d'entendre parler du changement climatique qui apparaît comme une menace, la lutte contre ce phénomène apparaît comme une contrainte et est systématiquement présentée en terme d'efforts et de sacrifices et l'auteur reconnaît que lorsque le GIEC rappelle dans son dernier rapport que pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris il faudrait réduire les émissions de gaz à effet de serre de 43% d'ici 2030.

On se rend compte que l'on est pas du tout sur la bonne trajectoire et que les objectifs pris en 2015 étaient abstraits et théoriques, ainsi devant l'ampleur de la transformation à réaliser on se rend compte pour dire les choses brutalement que l'on y arrivera pas¹⁶.

Et quelque part nous sommes aujourd'hui sur des trajectoires qui ne nous permettent pas d'atteindre ces objectifs, et que dans toutes les élections, dans tous les pays industrialisés, les électeurs ne donnent pas mandat à leur gouvernement pour en faire davantage, on dit sans cesse que les gouvernements doivent agir, en faire davantage, revoir à la hausse leurs efforts mais la réalité est que leurs électeurs ne leur demandent pas de faire davantage d'effort et qu'ils n'ont donc pas de raison intrinsèque d'en fournir.

On voit encore l'écologie comme un enjeu parmi d'autres dans une case parmi d'autres et forcément à chaque élection d'autres enjeux deviennent prioritaires qui apparaissent comme

¹⁶ [undefined [France Culture]. (2022, 19 avril). *Le réchauffement climatique va-t-il susciter des guerres ?* [Vidéo]. YouTube. Consulté le 1 octobre 2022, à l'adresse <https://www.youtube.com/watch?v=A0-DT-srrMw>

plus importants et urgent, cela dit il faut comprendre que la question du climat est un enjeu matriciel qui va recouvrir les autres enjeux, tel que la dernière pandémie ou la guerre en Ukraine qui sont très liés à l'écologie et la manière dans nous vivons.

Peser dans le débat public est ainsi pour François Gemenne un impératif moral, qu'on ne peut sans cesse crier au feu et rechigner à aider les pompiers, enfin qu'une posture d'attentisme voir de neutralité serait difficile à justifier au vu de l'urgence de la situation.

3.2. A l'heure d'un choix civilisationnel.

Nous sommes pour lui à un moment particulier de l'histoire de l'humanité où nous posons un choix de civilisation, c'est-à-dire celui d'essayer d'atteindre les objectifs de l'accord de Paris et donc de laisser une terre plus ou moins habitable à ceux et celles qui viendront après nous ou le choix de nous placer sur une trajectoire d'un réchauffement de l'ordre de 3 à 4 degrés si tout va bien et donc de transférer le coût humain mais aussi économique et financier aux générations qui suivront [...]

Nous sommes à une époque où certains gouvernement ont hésité entre deux choix de société par rapport au Covid-19, on a parlé de l'immunité de groupe notamment et des gouvernements comme le gouvernement suédois ou britannique se sont demandés au fond s'il ne fallait pas sacrifier les plus vulnérables et protéger l'économie tandis que d'autres gouvernements tel que le gouvernement français ont décidé de protéger les plus vulnérables quitte à sacrifier l'économie, c'était vraiment un choix de civilisation qui nous questionnait sur nos valeurs, et pour le réchauffement climatique les termes doivent être opposés de la même manière comme celui d'un choix de civilisation et pas juste comme un alignement de mesures à prendre.

3.3. Le réchauffement creuse les inégalités, ce qui nuit à la résilience.

Le chapitre 8 insistait beaucoup sur le potentiel du changement climatique à creuser les inégalités dans une société et apportait un élément nouveau : le fait qu'une société davantage inégalitaire est aussi davantage vulnérable aux effets du changement climatique et donc qu'on peut rapidement entrer dans un cercle vicieux où le changement climatique rend la société davantage inégalitaire ce qui la rend à son tour davantage vulnérable aux effets du changement climatique, à fortiori si l'on tient compte du fait que les mesures que nous prenons en réponse au changement climatique peuvent aussi accroître les inégalités au sein d'une société

3.4. La trajectoire actuelle nous mène à un suicide collectif ?

Typiquement des mesures technologiques comme celle qui visent à privilégier la voiture électrique ou les vélos électriques, sont types de mobilité qui sont surtout accessible aux classes les plus nanties de la population et donc les plus pauvres et les plus isolés risquent d'avoir moins accès à des solutions de mobilité et se retrouver pénalisés, et une société avec des individus très isolés les uns des autres perd toute une série de liens de solidarité qui sont des éléments essentiels de résilience face au choc climatique.

3.5. Les actions des états laissent suggérer leur apathie

Lourdes également sont les contradictions que soulève la situation, il est certain que des milliers de personnes meurent de cette situation de dérèglement climatique et de tout ce qu'il cause, pourtant des projets d'envergure tel que celui de TOTAL (EACOP) entre l'Uganda et la Tanzanie, un des plus grands oléoduc chauffé du monde, chauffé car il s'agit de pétrole brut qu'il faut chauffer à 50 degrés environ, des actions soutenues par les états et les banques et qualifiés de suicidaires par l'activiste pour la justice climatique Camille Etienne. On parle d'apathie des états, voire d'apraxie, terme de psychiatrie désignant le fait de savoir tout en se trouvant incapable d'agir.

En effet étant donné la science disponible pour informer et les solutions à disposition, il s'agit d'un choix conscient de ne pas les utiliser voire d'aller dans l'autre sens.

4. Les experts confrontés à une haute résistance au changement.

François Gemenne pointe du doigt une négligence commise par les experts au niveau des résistances au changement auxquels ils se sont heurtés, ce qui était pourtant prévisible vu à la façon et la force par laquelle les intérêts sont contradictoires avec le concept de transition écologique ou de transition énergétique, surtout lorsque comme il a été fait nous essayons de le présenter comme une sorte de mouvement naturel et spontané au terme duquel tout le monde serait gagnant.

5. Le climat a des implications multiples quant à la sécurité dans le monde.

Le rôle des subventions publiques a été mis en évidence dans le rapport du GIEC tel que celle accordée à l'oléoduc susmentionné, à savoir que couper cette subvention suffirait à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 10% mais même cette issue est négligée.

5.1.L'écologie fortement imbriquée dans d'autres facteurs.

Les prochains éléments permettent de se rendre compte d'à quel point la question écologique est imbriquée dans bien d'autres facteurs déterminants.

A d'abord noter que le prix Nobel de la paix a été décerné au GIEC et Algor, ancien vice-président des états unis pour les efforts qui ont été communs et concentré contre le réchauffement climatique.

En préface du livre *La guerre chaude*¹⁷ le climatologue Jean Jouzel pose en ouverture la question suivante : En quoi la lutte contre le réchauffement climatique justifie-t'-elle un prix Nobel de la paix ?

5.2.Réchauffement, diminution des terres cultivables, migrations, terrorisme.

Il faut souligner d'abord la multiplicité des implications du changement climatique pour la sécurité et la paix dans le monde, à la fois parce qu'elles peuvent déstabiliser certains gouvernements et créer des états fragiles incapables de répondre à la demande de leurs populations, aussi parce qu'elles peuvent générer des conflits et des tensions pour des ressources, en pensant en particulier à la question du territoire car pour cette question du territoire et la raréfaction des terres cultivables peut générer des formes de terrorisme.

5.2.1. Augmentation des mouvements terroristes

On voit très bien aujourd'hui dans le nord du Burkina ou autour du lac Chad une recrudescence des mouvements terroristes directement liés à cette question foncière et aussi parce que cela va modifier considérablement les terrains d'intervention des armées et les missions qui leur sont confiées, notamment les missions en terme de réponses à des catastrophes humanitaires et donc les ramifications sont très larges et ne se résument pas à des conflits classiques entre états mais à des déstabilisations générales.

5.2.2. Diminution des terres cultivables.

¹⁷ Regaud, N., Gemenne, F. & Alex, B. (2022b, mars 3). *La guerre chaude*. SCIENCES PO.

Il relève également que nous sommes dans un grand péril et que nous avons trop volontiers tendance à isoler la question climatique des autres questions économiques et politiques sans réaliser leurs imbrications profondes.

Par exemple en Afrique Subsaharienne environ la moitié des ménages dépendent de subsistances de l'agriculture vivrières, type d'agriculture extraordinairement vulnérable à toute variation de la température ou de la pluviométrie, c'est-à-dire que dès qu'il fait un peu plus chaud ou dès qu'il pleut un peu moins, la moitié de la population subsaharienne perd sa principale source de revenu et qu'il va donc y avoir des mouvements migratoires vers les villes mais également des tensions liées aux terres cultivables.

6. Impact de la guerre en Ukraine sur la question climatique

La Guerre en Ukraine a également de profondes ramifications en matière climatique et aura d'après François Gemenne des impacts énormes à court, moyens et long terme.

6.1. A court terme

A court terme on se rend compte que la dépendance aux hydrocarbures place certains états en position de faiblesse par rapport à d'autres.

Il est frappant de voir aujourd'hui les spécialistes de défense et de sécurité tenir le même discours que celui des climatologues du GIEC c'est-à-dire celui de la nécessité de sortir de la dépendance aux énergies fossiles non seulement pour des raisons climatiques mais également pour des raisons géostratégiques de guerre de paix et de sécurité et que cette guerre a le potentiel d'accélérer la transition énergétique dans certains pays.

6.2. A moyen terme

A moyen terme une question fondamentale qui va se poser est celle de la coopération internationale sur le changement climatique, on a beau exclure la Russie du concours eurovision de la chanson ou de la coupe du monde de football, il sera plus dur de faire une COP27 sans la Russie ou potentiellement sans la Chine qui soutient la Russie.

On se rend bien compte qu'il y a un risque de reconfiguration internationale et de mise en cause de la coopération internationale et des mécanismes de coopération sur ces questions.

La Russie n'est pas isolée, elle a le soutien de la Chine et potentiellement elle aura demain celui de l'Inde, du Pakistan, du Venezuela, de l'Iran, c'est-à-dire de pays qui sont de

très gros émetteurs de gaz à effet de serre et ce qu'on peut craindre c'est que les négociations climatiques se scindent en deux processus de coopération internationale et autant l'arme nucléaire au 20ème siècle était l'assurance de destruction mutuel, autant cet engagement de destruction mutuel aujourd'hui au 21ème siècle est le désengagement de la coopération contre le changement climatique.

6.3. Un otage dans les négociations

Il faut aussi garder en tête que la Russie va se trouver mise au ban de la communauté internationale pour longtemps et donc va se chercher des alliés en Afrique et en Asie et parfois les acheter notamment en proposant et réservant à bas prix ses stocks de céréales à ses soutiens et potentiellement demain si l'Europe se prive de ses hydrocarbures Russe, la Russie cherchera aussi à vendre ses hydrocarbures à des pays Africains ou Asiatiques et donc risque de caler le développement de ces pays dans une voie très carbonée et c'est là où il y a un enjeu essentiel pour l'Europe qui est de travailler avec ces pays pour qu'ils choisissent une voie de développement non-carbonée ou peu carbonée plutôt qu'une voie de développement très carbonée et donc les répercussions de cette guerre sur la lutte contre le changement climatique sont énormes à court, moyen et long terme.

7. Il est impératif de remplacer les liens d'interdépendance par des liens de coopération

La difficulté dans la négociation internationale c'est que nous savons parfaitement que si les pays en développement et les pays émergents choisissent des voies de développement carbonées, c'est-à-dire à base de l'exploitation des énergies fossiles, nous n'allons pas parvenir à stabiliser le monde à une température qui reste habitable mais, comme les pays avancés ont construit tout leur développement à base des énergies fossiles, ils n'ont aucune légitimité à leur dire comment le faire.

L'enjeu c'est donc de travailler avec ces pays pour qu'il soit plus intéressant pour eux de choisir des voies de développement non carbonées notamment à partir des énergies renouvelables plutôt que par les énergies fossiles et c'est là qu'il faudrait que l'Europe notamment devrait projeter son action climatique bien davantage en dehors de ses frontières car c'est là qu'elle pourrait construire avec ces pays notamment ceux du Maghreb qui risquent d'être demain de grand émetteurs, une sorte de relation de partenariat autour des énergies renouvelables, plutôt qu'une relation de dépendance autour des énergies fossiles.

7.1. Les conséquences néfastes de l'interdépendance économique.

Selon Pierre Charbonnier, philosophe et chargé de recherche au CNRS et à Sciences Po nous sommes en train de découvrir les conséquences néfastes de l'idée que l'interdépendance économique avait un rôle stabilisateur.

Comme ça a été le cas dans l'entre-deux guerres typiquement ça peut avoir pour effet de stimuler l'orientation des choix industriels et politique vers plus d'autonomie stratégique et on avait par le passé découvert les risques politiques de cette indépendance stratégique de la fermeture des frontières économiques.

L'ouverture totale comme la fermeture totale ont cependant des exemples de drames historiques, cela dit, l'effort de redirection écologique de nos économies devra se faire dans un contexte de fin de la fin de l'histoire, donc dans un contexte d'élévation brutale des tensions géopolitiques.

Evidemment cette « redirection » nécessaire voir obligatoire sera un accélérateur de ce qui pourrait être une bonne transition comme de ce qui pourrait aller vers le pire, on voit bien aujourd'hui combien certains pays pour s'affranchir des hydrocarbures Russes risquent de se tourner vers le charbon ou le gaz de schiste mais d'autres pourraient se saisir de la question pour accélérer leur transition et c'est là où Pierre Charbonnier introduit un concept intéressant, celui d'écologie de Guerre ou d'écologie mobilisée où il est question de se dire qu'effectivement dans ce contexte de tensions accrue il va falloir mobiliser la politique énergétique comme un instrument de paix et de stabilité et aussi d'indépendance.

Les choix qu'avaient fait le gouvernement Allemand de négocier avec les Russes notamment en construisant ses gazoduc Nord Stream 1 et Nord Stream 2 avaient aussi pour but d'essayer de pacifier les relations avec la Russie et on se rend compte que c'était une erreur de politique étrangère monumentale que le président Allemand Steinmeier reconnaît d'ailleurs volontiers

On voit bien aujourd'hui que cette question effectivement écologique est mobilisée pour des questions géostratégiques, actuellement le GIEC et les experts de défense et de sécurité ont à peu de choses près le même discours.

7.2 Vers une guerre chaude ?

La caractéristique principale qui rapproche ce passage de tensions politiques qualifiées de Guerre chaude, terme choisi en titre de l'ouvrage¹⁸ de celles connues sous la guerre froide, c'est d'abord qu'un monde plus chaud va être aussi un monde plus violent et que nous observons à travers l'histoire une corrélation très forte entre des variations de température et l'occurrence de conflits ou de tensions.

Aujourd'hui un bon nombre de conflits et de tensions en Afrique notamment sont directement liés à l'élévation des températures ou aux variations de la pluviométrie, notamment parce qu'il y a des tensions entre les pasteurs nomades et les agricultures sédentaires ou que certains agriculteurs convoitent les terres d'autres, ce qui donne naissance à des groupes armés qui se proposent de défendre les terres et que véritablement le changement climatique a un pouvoir déstabilisateur très fort et qu'il faut se rendre compte à quel point les conditions de la stabilité politique et économique dépendent profondément de la stabilité climatique et qu'en allant vers un climat plus instable on va vers un monde qui sera politiquement et économiquement plus instable.

8. Les premières victimes du conflit sont les populations déplacées.

Premières victimes des guerres chaudes, les populations souffrant de pénuries alimentaires, des Hommes qui devront se déplacer massivement en conséquence de ces guerres chaudes.

Nous sommes souvent aveugles à ces mouvements migratoires car ils se produisent généralement à l'intérieur des frontières des pays concernés.

Mais il y a eu déjà mi-avril 2022, 30 millions de personnes déplacées par des mouvements climatiques extrêmes, c'est environ 3 fois plus que le nombre de personnes déplacées au cours de cette année par des conflits ou par des violences et il faut ajouter à ce chiffre ceux qui se déplacent à cause de dégradations plus lentes de l'environnement comme la hausse du niveau des mers ou la dégradation des sols.

¹⁸ Regaud, N., Gemenne, F. & Alex, B. (2022b, mars 3). *La guerre chaude*. SCIENCES PO.

8.1 La question de l'habitabilité de la planète.

La question que va véritablement nous poser le changement climatique c'est la question de l'habitabilité de la planète, un des enjeux de respecter les accords de Paris c'est de garder toutes les régions du monde habitables mais on sait bien que si nous passons au-delà des +1.5 degrés, certaines régions vont devenir littéralement inhabitable soit parce qu'il y fera trop chaud soit parce qu'elles seront inondées en permanence soit parce que toute forme d'agriculture y sera devenue impossible.

De là, la question c'est de voir comment nous allons pouvoir gérer cette forme de redistribution géographique de la population mondiale et on voit quand on regarde le débat actuel sur l'asile et l'immigration, que nous sommes évidemment pas du tout préparés et que potentiellement, nous discutons de plusieurs centaines de millions de personnes et donc de flux migratoires beaucoup plus importants que ceux que nous connaissons aujourd'hui.

8.2 Migrants économiques ou climatique ? La question se pose.

Nous avons volontiers tendance à isoler les causes les unes des autres, prenons la question de l'immigration par exemple.

Nous classons les gens par catégorie selon leur motif de départ, isolant les réfugiés politiques d'un côté et les migrants économiques de l'autre, mais si l'on prend la question des migrants économiques qui arrivent aujourd'hui sur les côtes européennes si on s'intéressait un peu aux diverses phases de leur émigration on se rendrait compte qu'un des grands motifs qui les fait quitter leur village en premier lieu est la dégradation, des sols et le fait que leur famille ne peut plus tirer un revenu suffisant de l'agriculture, ce qui les pousse à envoyer un ou plusieurs de leurs fils en ville puis de proche en proche, ils arrivent parfois en Europe.

Donc une bonne partie de ces migrants économiques pourraient être appelés migrants climatiques ; simplement parce que pour les gens les causes économiques reviennent à des causes climatiques.

C'est au fond une vision très occidentale des choses que de séparer l'environnement de l'économie, pour une bonne partie des gens sur la planète, les ressources économiques dépendent intrinsèquement des conditions environnementales et pour s'attaquer à ces causes il faut d'abord comprendre à quel point elles sont liées les unes aux autres.

8.3 Mettre l'armée au service de la lutte pour le climat

Parmi les solutions proposées, un véritable changement de paradigme : Utiliser l'armée qui parmi les grands corps de l'état possédant la vision la plus prospective de ces enjeux et beaucoup au sein de cet organisme ont bien compris les enjeux fondamentaux que le changement climatique posait pour leurs missions à l'avenir.

La question des secours humanitaires est intéressante, à noter qu'aujourd'hui les forces armées sont de plus en plus fréquemment mobilisées pour venir en aide aux populations sinistrées par des catastrophes ou des évènements climatiques, ça ne faisait pas partie des missions traditionnelles de l'armée.

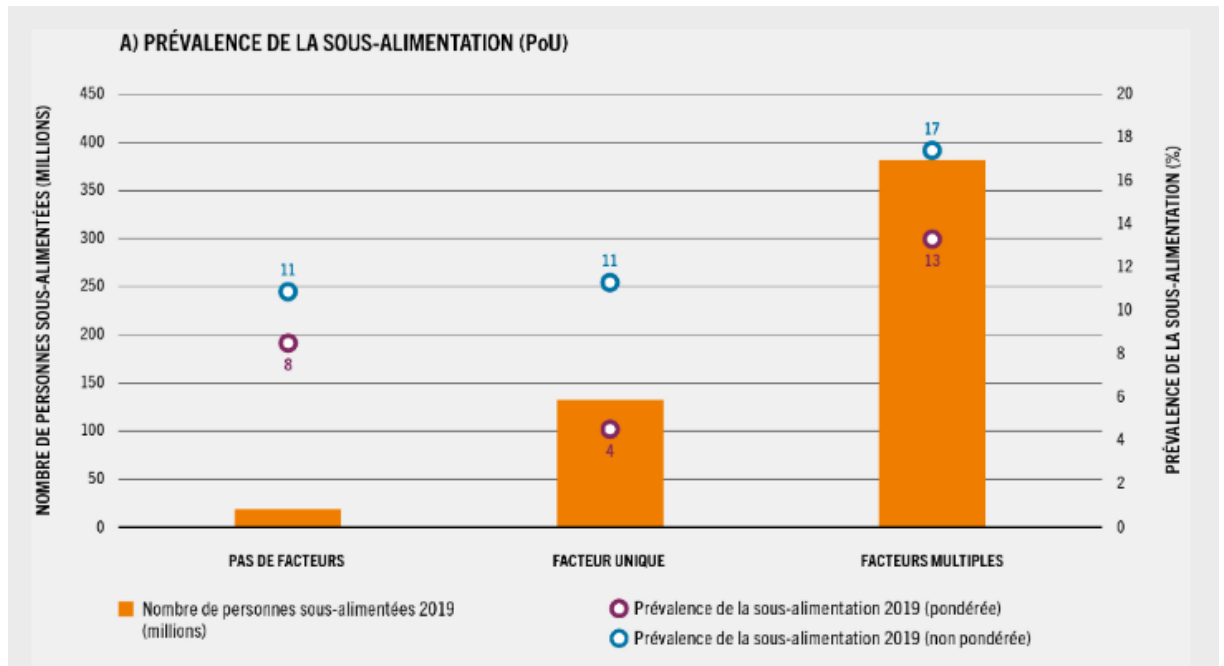
Un exemple significatif est l'Australie : La doctrine militaire Australienne prévoyait jadis que les officiers de réserve ne pouvaient être mobilisés que pour les interventions extérieures mais depuis les vagues d'inondations et d'incendies qui ont ravagé l'Australie, sa doctrine a changé et prévoit désormais que les officiers de réserve, peuvent aussi être mobilisé sur le sol Australien, pour venir en aide aux populations sinistrées et tous les militaires français qui travaillent avec le GIEC sont de plus en plus sollicités pour ces questions, ou celles de la surveillance maritime, qui est un autre enjeu fondamental lié au changement climatique.

Conclusion

Le constat est grave et en mauvaise voie de résolution, les ralentissements économiques induits par le Covid-19 n'ont pas encore été résorbé que la guerre en Ukraine jette un nouveau voile noir sur l'avenir de la sécurité alimentaire mondiale, avec en fond la tendance de long terme la plus inquiétante : le réchauffement climatique.

C'est dans les pays touchés par le plus d'entre ces facteurs (conflits, des extrêmes climatiques, des fléchissements économiques) et de fortes inégalités de revenu que la faim augmente le plus la tendance relative à la faim dans le monde, mesurée par la prévalence de la sous-alimentation, s'est inversée après une longue période de baisse et a commencé à augmenter lentement à partir de 2014. Compte tenu de l'inversion de la tendance et des hausses enregistrées récemment, avant même la pandémie de covid-19, il est important d'examiner plus attentivement l'évolution dans les pays à revenu faible ou intermédiaire touchés par des conflits, des extrêmes climatiques et des fléchissements économiques, ainsi que les différences présentées par les pays où règnent de fortes inégalités de revenu.

Figure 6 : Prévalence de la sous-alimentation selon le nombre de facteur affectant les pays



Source : UFO d'après la banque mondiale, OMS et UNICEF

Chapitre 2 : Relations circulaires entre les facteurs et diaporama sur les pays touchés par le plus de facteurs.

Introduction

Bien que les tendances relatives aux conflits, à la variabilité du climat et aux extrêmes climatiques, ainsi qu'aux ralentissements et fléchissements économiques, d'une part, et les causes profondes de la pauvreté et des inégalités, d'autre part, soient présentées séparément, elles interagissent dans de nombreux cas, et produisent souvent des relations circulaires interdépendantes.

Par exemple, comme cela a été mis en évidence dans le chapitre précédent, les conflits peuvent gravement perturber la production et la croissance économiques, et entraîner de profondes récessions.

Les récessions économiques qui engendrent une hausse de l'inflation et des augmentations brutales des prix des produits alimentaires ont ensuite tendance à aggraver le risque de troubles politiques, comme cela s'est produit en 2007-2008 lorsque des émeutes de la faim ont éclaté dans plus de 50 pays¹⁹.

De la même façon, l'augmentation de la variabilité du climat et des extrêmes climatiques (les graves sécheresses, en particulier) met souvent en péril la sécurité alimentaire en réduisant les disponibilités en aliments et l'accès à la nourriture, situation qui, on l'a constaté, accroît le risque de conflits.

On observe également des relations circulaires interdépendantes entre les conflits, la variabilité du climat et les extrêmes climatiques, les ralentissements et fléchissements économiques notamment lorsqu'ils sont graves, prolongés ou récurrents et la pauvreté et les inégalités.

Par exemple, l'édition 2018 de la présente publication a montré que la variabilité du climat et les extrêmes climatiques aggravaient le risque d'insécurité alimentaire et de malnutrition, mais que s'ils étaient prolongés ou récurrents, ils réduisaient la capacité à faire face et entraînaient la perte de moyens d'existence, des migrations de détresse et la misère. En d'autres termes, ils ne font pas que contribuer à accroître l'insécurité alimentaire et la malnutrition, ils peuvent aussi entraîner de la pauvreté et la perpétuer, et renforcer les inégalités. Cela engendre d'autres

¹⁹ **1 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Fonds international de développement agricole (FIDA), Organisation mondiale de la Santé (OMS), Programme alimentaire mondial (PAM) et Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).** 2017. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2017. Renforcer la résilience pour favoriser la paix et la sécurité alimentaire.* FAO, Rome (également disponible en ligne: www.fao.org/3/I7695f/I7695F.pdf).

relations circulaires qui contribuent à accroître l'insécurité alimentaire et la malnutrition, ainsi que la vulnérabilité actuelle et future face aux extrêmes climatiques.²⁰

Section 1 : Les systèmes alimentaires et les effet circulaires, interdépendants et rétroactif de leurs variables.

Les conflits, la variabilité du climat et les extrêmes climatiques ainsi que les ralentissements et fléchissements économiques battent en brèche les efforts déployés pour éliminer la faim et toutes les formes de malnutrition. Les effets de ces facteurs sont encore aggravés par l'ampleur et la persistance des inégalités. Des millions de personnes dans le monde connaissent l'insécurité alimentaire et diverses formes de malnutrition parce qu'elles n'ont pas les moyens financiers de se procurer une alimentation saine

1 Les facteurs poussant à la hausse des coûts sont multiples

Des millions de personnes dans le monde connaissent l'insécurité alimentaire et diverses formes de malnutrition parce qu'elles n'ont pas les moyens financiers de se procurer une alimentation saine²¹.

La raison en est que d'autres facteurs poussent à la hausse le coût des aliments nutritifs dans l'ensemble du système alimentaire : faible productivité, chaînes d'approvisionnement alimentaire inefficaces, politiques commerciales, entre autres alors que les revenus de millions de personnes ne leur permettent pas de suivre.

Pour dire les choses simplement, une alimentation saine inabordable peut être considérée comme un facteur résultant d'autres facteurs et de la faiblesse des revenus. Elle est associée à une augmentation de l'insécurité alimentaire et de toutes les formes de malnutrition, y compris le retard de croissance, l'émaciation, les carences en micronutriments, l'excès pondéral et l'obésité, et les maladies non transmissibles.

2 Les systèmes agroalimentaires comme réseaux étendus et composés complexes

Les systèmes alimentaires sont des réseaux étendus composés de toutes les activités et de toutes les personnes intervenant dans la production, le stockage, l'emballage, la transformation,

²⁰FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2018. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2018. Renforcer la résilience face aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition*. FAO, Rome (également disponible en ligne: www.fao.org/3/I9553fr/i9553fr.pdf).

²¹FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2020. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020. Transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable*. FAO, Rome (également disponible en ligne: <https://doi.org/10.4060/ca9692fr>).

la distribution, la commercialisation, la consommation et l'élimination des aliments, ce qui comprend les systèmes sociaux, politiques, économiques, juridiques et environnementaux.²²²³

Le terme « systèmes-agroalimentaires »²⁴²⁵ est de plus en plus employé dans le contexte du mouvement de transformation qui doit rendre les systèmes alimentaires durables et inclusifs²⁶; il couvre un champ plus large car il englobe les systèmes agricoles et alimentaires et comprend à la fois les produits agricoles alimentaires et non alimentaires, avec des chevauchements évidents.

La transformation des systèmes agroalimentaires, plus largement, est primordiale, mais sort du cadre du présent mémoire.

3 Le rôle central des systèmes alimentaires.

Il est important de comprendre que les systèmes agroalimentaires jouent un rôle central lorsqu'il s'agit non seulement de déterminer la quantité, la qualité, la diversité et la teneur en nutriments des aliments proposés à la consommation, mais aussi de soutenir les moyens d'existence de millions de personnes dans le monde.

Ils exercent en outre, par différentes voies²⁷, des effets considérables (aussi bien positifs que négatifs) sur la santé humaine, ainsi que sur l'environnement et les écosystèmes de notre planète.

De ce fait, la façon dont les systèmes alimentaires fonctionnent, le coût et la qualité des aliments qu'ils fournissent et les effets qu'ils produisent sur la santé des gens et de notre planète retentissent directement et indirectement sur les résultats obtenus en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

²²**Parsons, K. et Hawkes, C.** 2018. *Connecting food systems for co-benefits: how can food systems combine diet-related health with environmental and economic policy goals?* OMS, Copenhague (Danemark) (également disponible en ligne: www.euro.who.int/en/about-us/partners).

²³**Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE).** 2020. *Sécurité alimentaire et nutrition: énoncé d'une vision globale à l'horizon 2030. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale.* Rome (également disponible en ligne: <https://home.fao.org/3/ca9731fr/DanaInfo=www.fao.org+ca9731fr.pdf>).

²⁴**Branca, F., Lartey, A., Oenema, S., Aguayo, V., Stordalen, G.A., Richardson, R., Arvelo, M. et Afshin, A.** 2019. Transforming the food system to fight non-communicable diseases. *BMJ*, 364: 1296.

²⁵**Rockström, J., Edenhofer, O., Gaertner, J. et DeClerck, F.** 2020. Planet-proofing the global food system. *Nature Food*, 1(1): 3-5.

²⁶**Bodirsky, B.L., Dietrich, J.P., Martinelli, E., Stenstad, A., Pradhan, P., Gabrysch, S., Mishra, A., Weindl, I., Le Mouél, C., Rolinski, S., Baumstark, L., Wang, X., Waid, J.L., Lotze-Campen, H. et Popp, A.** 2020. The ongoing nutrition transition thwarts long-term targets for food security, public health and environmental protection. *Scientific Reports*, 10(1): 19778.

²⁷**IPES-Food.** 2017. *Unravelling the food–health nexus: addressing practices, political economy, and power relations to build healthier food systems.* The Global Alliance for the Future of Food and IPES-Food (également disponible en ligne: [www.ipes-food.org/_img/upload/files/Health_FullReport\(1\).pdf](http://www.ipes-food.org/_img/upload/files/Health_FullReport(1).pdf)).

Il est donc essentiel d'aborder toute analyse des facteurs traités ci-après et de leurs effets sous l'angle des systèmes alimentaires, ce qui implique d'examiner les compromis et les effets de synergie entre ces différents résultats.

4. L'analyse des facteurs séparément empêche d'y discerner des informations importantes

Les précédentes éditions des publications du FAO, qui analysaient chaque facteur séparément et en détail, nous ont enseigné que ces facteurs ne sont pas mutuellement exclusifs, mais qu'ils interagissent, générant des effets multiples, qui s'aggravent les uns les autres, en différents points de nos systèmes alimentaires, non sans conséquences sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

4.1. Les influences mutuelles et synergies rendent indispensable d'aborder le problème sous l'angle des systèmes alimentaires

Nous avons également appris que les facteurs n'évoluent pas nécessairement dans le même sens et que des compromis et des effets de synergie sont associés aux mesures prises en réponse aux différents facteurs. Il devient dès lors essentiel d'aborder ces derniers sous l'angle des systèmes alimentaires afin de mieux comprendre comment les effets délétères de ces facteurs s'influencent mutuellement et de faciliter la recherche de points d'entrée ciblés pour les interventions qui visent à relever les défis de taille que ces facteurs représentent²⁸.

4.2. Agir sur un facteur peut avoir des effets favorables ou défavorables sur différents résultats

Ce point de vue permet également d'examiner les effets de synergie et les compromis qui existent entre les interventions publiques et de se rendre compte qu'agir sur un facteur peut avoir des effets favorables et défavorables sur différents résultats.

Ainsi, une relance efficace face à un fléchissement économique peut améliorer l'accès à la nourriture et son utilisation, mais ses effets sur l'environnement peuvent aussi bien être positifs que négatifs.

Une approche au coup par coup ne permet pas de réfléchir à l'imbrication des problèmes, que ce soit au sein des systèmes alimentaires ou à l'interface entre ceux-ci et d'autres systèmes, notamment les systèmes environnementaux, les systèmes de santé et les systèmes de protection sociale.

²⁸**Global Panel on Agriculture and Food Systems for Nutrition.** 2020. *Future food systems: for people, our planet, and prosperity.* Londres.

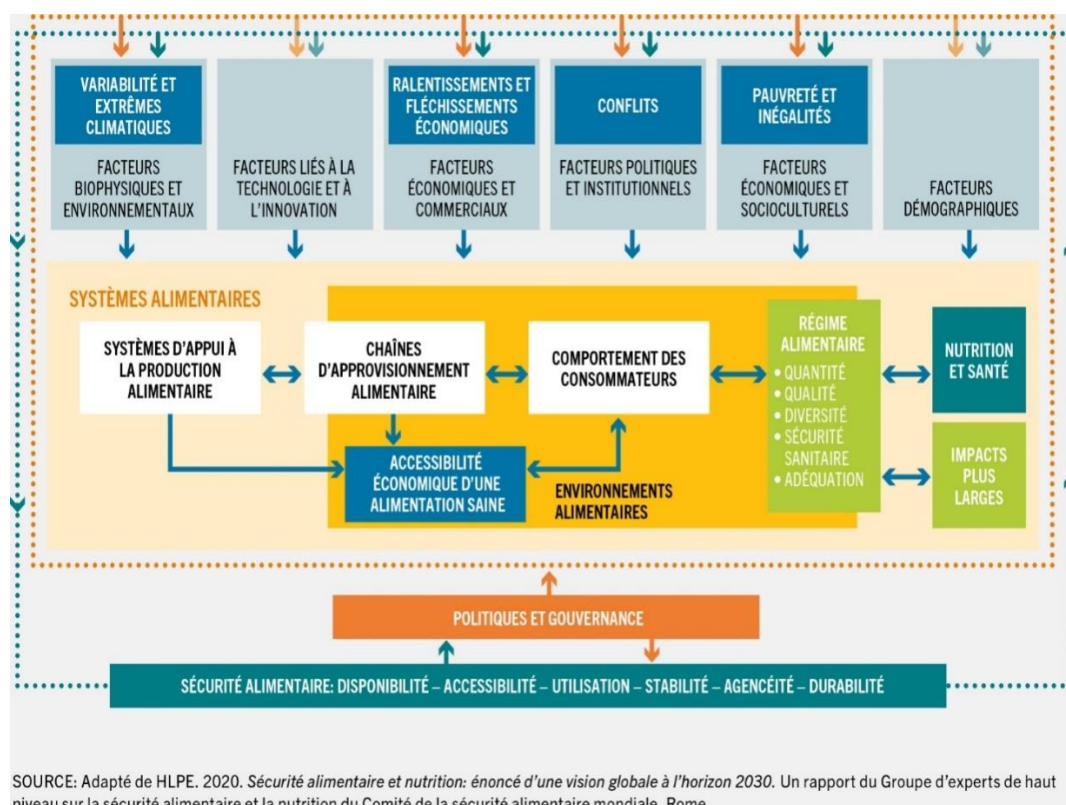
4.3. Les répercussions multiples dans le système des facteurs à l'origine des tendances récentes

La figure suivante illustre les répercussions multiples, dans tout le système (systèmes alimentaires et environnements alimentaires compris), des facteurs à l'origine des tendances récentes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, avec les conséquences qui s'ensuivent pour les quatre dimensions de la sécurité alimentaire (disponibilité, accessibilité, utilisation et stabilité) ainsi que pour les deux autres dimensions que sont l'agencéité et la durabilité.

Ces facteurs agissent sur les caractéristiques des régimes alimentaires (quantité, qualité, diversité, sécurité sanitaire et adéquation) et sur les résultats en matière de nutrition et de santé (nutrition et santé).

Il traite spécifiquement des grands facteurs (cases bleu foncé de la figure) qui ont causé la récente hausse de la faim et le ralentissement de la progression vers une réduction de la malnutrition sous toutes ses formes.

Figure 7 : Le système alimentaire, boucles et incidences des divers facteurs



La figure comprend d'autres facteurs en plus de ceux sélectionnés dans le présent mémoire, notamment des facteurs démographiques et des facteurs liés à la technologie et à l'innovation, mais ceux-là ne seront pas analysés plus en détail car leurs effets sur la sécurité alimentaire et la nutrition se font généralement sentir sur le long terme, or le présent mémoire s'intéresse en priorité aux conséquences à court terme.

Le diagramme rend compte également des boucles de rétroaction susceptibles de créer des effets mutuellement aggravants, qui apparaissent au fil du temps. Ainsi, les fléchissements économiques qui réduisent l'accessibilité économique des aliments nutritifs et accroissent la consommation d'aliments mauvais pour la santé ne sont pas seulement nuisibles pour la nutrition et la santé des populations, ils peuvent aussi contribuer à des effets plus larges sur l'environnement et le changement climatique, en augmentant les émissions de gaz à effet de serre (GES).

5 Les effets mutuellement aggravants des différents facteurs

Les différents facteurs n'ont pas une incidence unique, mais produisent généralement sur les systèmes alimentaires des effets multiples qui s'aggravent mutuellement.

5.1 Le cas des conflits

Les conflits ont des répercussions sur presque tous les aspects des systèmes alimentaires (production, récolte, transformation, transport, approvisionnement en intrants, financement, commercialisation et consommation).

Les effets directs peuvent être importants, en particulier en ce qui concerne la destruction des actifs agricoles et des moyens d'existence (tels que les terres, les animaux d'élevage, les cultures, les stocks de semences ou les infrastructures d'irrigation), la confiscation ou la saisie abusive de ressources naturelles et l'éviction hors des terres, des aires de pâturage et des fonds de pêches.

Lorsqu'un conflit ou une période d'insécurité civile perturbent gravement et restreignent le commerce et les mouvements de biens et de services, cela peut aussi nuire à la disponibilité des aliments, y compris des aliments nutritifs indispensables à une alimentation saine, et pousser les prix des produits échangés à la hausse, non sans conséquences défavorables sur l'accès à la nourriture et l'utilisation de celle-ci au niveau des ménages.

Un conflit désorganise les flux de produits alimentaires, de fonds, de main-d'œuvre et d'autres éléments essentiels passant par les marchés; crée des pénuries; et contribue à faire monter les prix, portant atteinte au fonctionnement des marchés. Les conflits peuvent aussi éroder les crédits destinés à la protection sociale et aux soins de santé, compromettant ainsi la santé et la nutrition.

5.2. Le cas des extrêmes climatiques

La variabilité et les extrêmes climatiques sont à l'origine d'effets multiples, et qui s'aggravent mutuellement, sur les systèmes alimentaires.

Ils nuisent à la productivité agricole (rendements des cultures et nombre de récoltes par an) et ont aussi des incidences sur les importations de denrées alimentaires, les pays essayant de compenser les pertes de production intérieure. Les catastrophes liées au climat de moyenne et grande ampleur peuvent avoir des répercussions importantes sur toute la chaîne de valeur alimentaire, notamment sur la croissance du secteur, et sur les agro-industries alimentaires et non alimentaires.

Les flambées des prix des produits alimentaires et l'instabilité de ces prix tendent à suivre les extrêmes climatiques (souvent en association avec des pertes de revenu agricole), réduisant

l'accès à la nourriture et exerçant une influence préjudiciable sur la quantité, la qualité et la diversité des aliments consommés.

À cela s'ajoutent des précipitations plus irrégulières et des températures plus élevées, qui mettent en péril la qualité et la sécurité sanitaire des aliments et multiplient les cas de contamination des cultures et d'apparition de foyers d'organismes nuisibles et de maladies.

La nutrition est extrêmement sensible aux changements climatiques et paie un lourd tribut: diminution de la qualité des nutriments et de la diversité des aliments produits et consommés; effets sur l'eau et l'assainissement; effets sur les profils de risque sanitaire et de maladies; répercussions sur les soins aux mères et aux enfants et sur l'allaitement.

L'accroissement de la variabilité et la multiplication des extrêmes climatiques peuvent être attribués au changement climatique, mais, dans la présente section, nous ne nous intéressons pas à la cause de cette évolution: nous analysons la présence de ces deux facteurs et leur association à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition.

Ainsi, une plus forte intensité des précipitations peut créer des conditions propices à la moisissure, entraînant une contamination des cultures sur pied par les mycotoxines, tandis que des températures plus élevées peuvent conduire à la multiplication d'organismes nuisibles et de champignons durant le stockage.

Les extrêmes climatiques tels que la température et l'humidité modifient les conditions de survie et les schémas de transmission des différents organismes et peuvent entraîner une contamination bactérienne, virale et pathogène de l'eau (destinée à la consommation et à l'irrigation des cultures).

5.3 Le cas des fléchissements économiques

Les ralentissements et fléchissements économiques, à leur tour, ont avant tout des répercussions sur les systèmes alimentaires en ce qu'ils compromettent l'accès des personnes aux aliments, y compris en rendant l'alimentation saine inaccessible économiquement, du fait de la hausse du chômage et de la baisse des salaires et des revenus.

Il en est ainsi, que ces ralentissements et fléchissements soient causés par des fluctuations brutales du marché, des guerres commerciales, des troubles politiques ou une pandémie mondiale comme la covid-19.

Lorsque les pays dépendent du commerce des produits de base, la sécurité alimentaire et la nutrition y sont particulièrement vulnérables quand les ralentissements et fléchissements économiques sont liés à des chocs touchant les échanges internationaux.

Dans tous les pays, les pauvres, qui dépensent une grande partie de leur revenu en nourriture et dépendent des marchés pour une part importante de leur alimentation, sont particulièrement vulnérables aux ralentissements et fléchissements économiques. Lorsque les revenus baissent, il devient encore plus inabordable d'adopter une alimentation saine, car celle-ci coûte plus cher qu'une alimentation de base.

Section 2 : Diaporama sur les pays à revenus faibles ou intermédiaires touchés par un ou plusieurs facteurs.

Presque tous les pays à revenu faible ou intermédiaire qui ont enregistré en 2020 une hausse de la prévalence de la sous-alimentation supérieure à celle des deux années précédentes (60 pays sur 66) ont également été touchés par un fléchissement économique (figure 19).

1 Les pays touchés par un unique facteur sont moins touchés par l'augmentation de la PoU.

Sur ces pays, 11 présentent une augmentation de la prévalence de la sous-alimentation qui coïncide uniquement avec un fléchissement économique, tandis que dans les autres, cet accroissement s'est produit dans le cadre d'un fléchissement économique et d'un ensemble d'autres facteurs.

2 La combinaison la plus fréquente comporte le facteur « fléchissements économiques ».

La combinaison de facteurs la plus fréquente en 2020 est constituée par des fléchissements économiques associés à des extrêmes climatiques ou des catastrophes liées au climat (34 pays sur 60) voir figure suivante.

L'aspect le plus frappant est que dans la plupart de ces pays (19 sur 34), les répercussions des aléas climatiques sont très prononcées (catastrophes liées au climat de moyenne ou de grande ampleur).

Les catastrophes liées au climat dominent l'environnement des risques, au point qu'elles représentent désormais plus de 80 pour cent de l'ensemble des grandes catastrophes recensées à l'échelle internationale²⁹.

²⁹Centre for Research on the Epidemiology of Disasters (CRED) et Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (UNDRR). 2020. *The human cost of disasters – an overview of the last 20 years (2000-2019)*. CRED et UNDRR, Bruxelles et Genève (Suisse).

3 La combinaison fléchissements économique et conflits semble être la plus inquiétante.

Deux pays (l'Iraq et le Mali) ont connu une hausse de la prévalence de la sous-alimentation et ont été touchés en parallèle à la fois par des fléchissements économiques et des conflits³⁰; ces deux pays, frappés par une crise alimentaire associée à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë, nécessitent une assistance humanitaire d'urgence.

Treize des 60 pays ont connu des fléchissements économiques associés à des conflits et des extrêmes climatiques ou des catastrophes liées au climat; sept d'entre eux sont des pays traversant une crise alimentaire et présentant des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë qui ont également été frappés par des catastrophes liées au climat (Burkina Faso, Jordanie, Liban, Nigéria, Pakistan, Ukraine et Yémen).

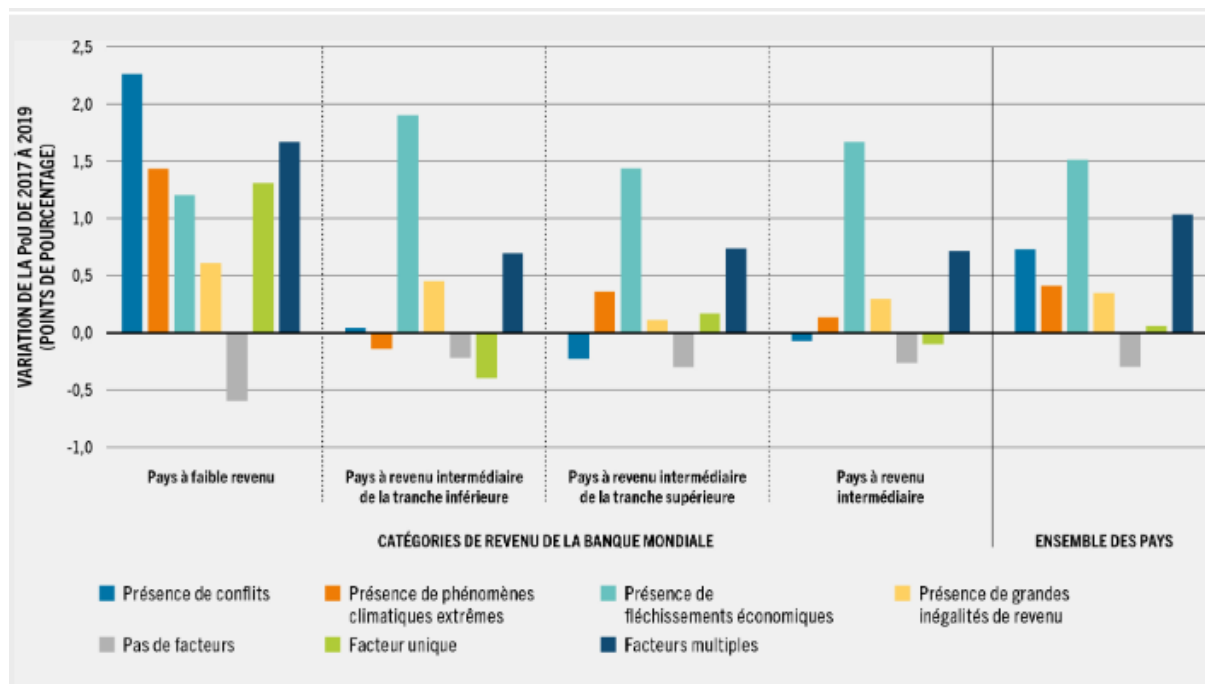
Comme nous le verrons dans la suite de cette analyse, certaines des plus fortes hausses de la prévalence de la sous-alimentation entre 2019 et 2020 ont été recensées dans des pays où des fléchissements économiques se sont accompagnés de catastrophes liées au climat, ou dans des pays qui traversent une crise alimentaire principalement causée par un conflit.

4 Les pays à faible revenu touchés par des conflits et des extrêmes climatiques présentent la plus forte augmentation de la prévalence de la sous-alimentation.

Sur l'ensemble des pays à revenu faible ou intermédiaire, 24 de ceux qui font face à des fléchissements économiques présentent l'augmentation la plus importante de la prévalence de la sous-alimentation (1,5 point de pourcentage), suivis de 36 pays en butte à des facteurs multiples (1,0 point de pourcentage) (voir figure suivante). À titre de comparaison, l'accroissement n'est que de 0,1 point de pourcentage dans les 45 pays touchés par un seul facteur, tandis que les 29 pays qui ne sont concernés par aucun des facteurs ont enregistré une baisse de 0,3 point de pourcentage.

³⁰Baker, P., Machado, P., Santos, T., Sievert, K., Backholer, K., Hadjikakou, M., Russell, C., Huse, O., Bell, C., Scrinis, G., Worsley, A., Friel, S. et Lawrence, M. 2020. Ultra-processed foods and the nutrition transition: global, regional and national trends, food systems transformations and political economy drivers. *Obesity Reviews*, 21(12).

Figure 8 Les pays à faible revenus enregistrent des augmentations de la PoU en moyenne 2,5 fois plus élevés que les pays à revenu intermédiaires pour des mêmes facteurs.



5 Les pays à faible revenu subissent un accroissement du PoU en moyenne 2,5 fois plus élevé que dans les pays à revenu intermédiaire.

Entre 2017 et 2019, les pays à faible revenu touchés par les facteurs analysés sont ceux qui affichent la plus forte augmentation de la prévalence de la sous-alimentation (entre 30,8 et 32,4 pour cent), soit un accroissement 2,5 fois plus élevé que dans les pays à revenu intermédiaire également confrontés à ces facteurs sur la même période (entre 8,9 et 9,1 pour cent) (voir figure).

Plus précisément, on observe un accroissement de 1,6 point de pourcentage de la prévalence de la sous-alimentation dans les pays à faible revenu, contre 0,2 point de pourcentage dans les pays à revenu intermédiaire (pas d’augmentation dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et hausse de 0,4 dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure).

Les pays à faible revenu enregistrent également des hausses plus importantes quels que soient les facteurs, qu’ils soient touchés par un ou plusieurs d’entre eux.

Elles sont respectivement de 2,3 points de pourcentage et 1,4 point de pourcentage pour les pays à faible revenu touchés par des conflits (11 pays) et des extrêmes climatiques (14 pays), soit des chiffres supérieurs à ceux observés pour les pays à revenu intermédiaire touchés par ces mêmes facteurs.

6 L'augmentation de la PoU concerne le plus les pays pauvres même lorsqu'ils sont le moins impliqués dans les facteurs.

Dans une étude couvrant 22 pays publiée lundi dernier (17 octobre), le Fonds des Nations unies pour l'enfance estime que la guerre en Ukraine et l'inflation qu'elle a engendrée ont plongé « quatre millions d'enfants dans la pauvreté » en Europe orientale et en Asie centrale, « soit une augmentation de 19 % depuis 2021 ».

Dans le détail, l'Unicef estime que, si les enfants représentent 25 % de la population de la région concernée, ils comptent pour près de 40 % des 10,6 millions de personnes supplémentaires en situation de pauvreté cette année. Parmi eux se trouvent 2,8 millions de petits Russes, le pays concentrant près des trois quarts de l'augmentation totale mesurée. Une situation que l'agence onusienne explique par l'importante population du pays et la chute attendue de son PIB, estimée à -8 %.

7 Le risque de récession mondiale.

Les pays émergents en sont les premières victimes et pourrait stopper net le retard qu'ils ont rattrapé tout au long de ces vingt dernières années.

La croissance mondiale est révisée à la baisse. Ça veut dire moins de commerce, moins d'emplois, plus de chômage.

7.1 Spirale de la récession

La spirale est à peu près la suivante.

La flambée des prix de l'alimentaire et aussi de l'énergie (avec les sanctions occidentales envisagées sur le pétrole et peut-être le gaz russe), cette flambée alimente l'inflation.

Les prix s'envolent. 60% en Argentine, 70% en Turquie. 200% pour l'essence au Sri Lanka. C'est beaucoup, beaucoup plus que les 4 à 10% enregistrés en Europe (voir contenu du tweet ci-dessous).

Figure 9 : Tableau de bord des inflations de Steve Hanke

Hanke's Inflation Dashboard (5/19/2022)				
Rank	Country	Hanke's Annual Measured Inflation Rate ¹	Date for Last Official Inflation Rate	Last Recorded Official Inflation Rate
1	 Zimbabwe	244% ▼	April 2022	96.40%
2	 Lebanon	181% ▲	March 2022	208.13%
3	 Sri Lanka	123% ▼	March 2022	21.50%
4	 Venezuela	107% ▲	March 2022	284.40%
5	 Turkey	105% ▲	April 2022	69.97%
6	 Laos	53% ▲	April 2022	9.86%
7	 Ukraine	48% ▲	February 2022	11%
8	 Iran	45% ▲	February 2022	39%
9	 Sudan	44% ▼	February 2022	318%
10	 Ghana	44% ▲	March 2022	19%
11	 Pakistan	43% ▼	April 2022	13%
12	 Argentina	43% ▲	March 2022	55%
13	 Nigeria	34% ▲	March 2022	16%
14	 Syria	31% ▼	December 2019	35%
15	 Egypt	25% ▲	April 2022	13%

Source : d'après un Tweet du professeur en économie appliquée Steve Hanke le 24 mai 2022 disponible via

Suite à cela, la croissance mondiale est révisée à la baisse. Ça veut dire moins de commerce, moins d'emplois, plus de chômage.

Les Etats s'endettent pour limiter les hausses de prix.

7.2 Hausse des taux d'intérêt

Dans le même temps, en Occident, les banques centrales, la BCE européenne, la Fed américaine, envisagent des hausses d'intérêt pour enrayer l'inflation à domicile.

7.3 Augmentation de la dette des pays pauvre

Mais ça renchérit mécaniquement le crédit, donc la dette des pays pauvres peut devenir insoutenable. Le défaut de paiement menace.

Mais c'est intenable à moyen terme. La rupture de la chaîne des échanges mondiaux va augmenter encore l'inflation.

Conclusion.

Nous avons vu dans ce chapitre les liens profonds entre les différents facteurs qui entraînent tantôt des effets aggravants lorsqu'ils se combinent, tantôt des synergies selon différents résultats, lorsque l'on entame des actions pour agir contre eux.

Egalement nous avons pu confirmer la vulnérabilité des pays dont les revenus sont faibles et une augmentation de la PoU pour ces derniers bien plus élevés que dans les pays riches pour un facteur de type et d'intensité similaire, ceci même lorsque les pays aux revenus faibles sont censés être les moins concernés par ces événements.

Enfin nous avons vu que leurs mécanismes de défenses liés à la limitation des exportations étaient intenable sur le long terme puisqu'ils stimulent la spirale d'une récession dont ils sont les premiers touchés.

Chapitre 3 : La Stratégie du groupe GVApro dans la filière de la pomme de terre dans le contexte de crise alimentaire mondiale.

Introduction.

Quatrième production vivrière mondiale (après le riz, le blé, le maïs) mais première production non céréalière, la pomme de terre s'adapte à des situations très diverses: du cercle polaire à l'équateur en jouant sur les saisons, les variétés, l'altitude... etc. Elle joue un rôle clé dans le système alimentaire mondial. C'est la principale denrée alimentaire non céréalière du monde.

La pomme de terre est ce qu'on pourrait appeler un produit de très large consommation en Algérie, avec une consommation par tête d'en moyenne 111kg/ an soit trois fois plus que la moyenne mondiale de 31kg/an³¹ ; si certains diront que cette forte consommation révèle une contreperformance du secteur agricole³² il reste que ce produit assure avec la semoule de blé un rôle de pivot dans l'alimentation des foyers Algériens, ainsi le moindre mouvement de prix de cet aliment de base affecte directement la sécurité alimentaire Algérienne dans son ensemble, en particulier celle des foyers les plus modestes.

Dans cette section nous allons parcourir les mécanismes par lesquels le MADRP tente d'assurer la stabilité de cet actif à travers le groupe GV Apro que nous présenterons promptement suite à quoi nous tenterons de réaliser une analyse stratégique quant aux actions employées par ces dernières, mais tout d'abord rappelons le contexte actuel en se basant sur les trois facteurs que nous avons souligné au précédent chapitre (Ralentissements économiques, climat et conflits).

Section 1 : généralités et état des lieux sur la filière pomme de terre

Ce chapitre fera l'objet des points dont selon nous l'importance est prédominant par rapport aux autres facteurs, à savoir la saisonnalité expliquant certaines variations du prix mensuelles, l'irrigation rendu importante par le contexte de sécheresse et favorisant la perte de rendement et le circuit de distribution dont la quasi absence d'organisation concrète

³¹Pomme de terre : l'algérien en consomme 3 fois que la moyenne mondiale | Radio Algérienne. (s. d.). Consulté le 9 octobre 2022, à l'adresse <https://radioalgerie.dz/news/fr/article/20180724/146819.html>

³²Elwatan. (2018, 30 juillet). « *La forte consommation de pomme de terre révèle la contre-performance de l'agriculture algérienne* ». El Watan. Consulté le 9 octobre 2022, à l'adresse <https://www.elwatan.com/edition/economie/la-forte-consommation-de-pomme-de-terre-revele-la-contre-performance-de-lagriculture-algerienne-30-07-2018>

favorise les comportements opportunistes des spéculateurs ; mais d'abord commençons par étudier les prix par l'analyse des études statistiques réalisées par l'ONS.

1. Etudes sur le prix de la pomme de terre

Rappelons d'abord le traitement particulier dont font l'objet les produits frais pour ce qui est des calculs des indices. En raison du caractère saisonnier, de leur disponibilité et de leur commercialisation, les produits frais, à savoir les légumes, les fruits et la pomme de terre, obéissent à un traitement particulier. Ces produits présentent un caractère saisonnier marqué, non seulement de leurs prix, mais aussi des quantités offertes sur le marché pendant plusieurs mois de l'année.

Ainsi pour une année donnée, les mois (périodes de calcul de l'indice) ne peuvent tous avoir la même composition (ou le même panier) de produits frais, c'est pourquoi des paniers mensuels ont été arrêtés. Le fait de procéder à la détermination des paniers mensuels revient à ne retenir dans le calcul des indices mensuels que les prix des variétés pendant leur pleine saison. Ce traitement est appliqué à 58 variétés regroupées dans : l'article légumes frais (du sous-groupe légumes), l'article fruits frais (du sous-groupe fruits) et le sous-groupe pomme de terre.

Tous ces produits font partie du groupe alimentation - boissons non alcoolisées. Ainsi à partir d'un panier mensuel de pleine saison, il est calculé un indice. Cet indice compare les coûts du même panier (mensuel) du mois courant et du mois de même nom de l'année de base. Les prix de base des variétés du panier ainsi que les pondérations sont mensuels.

Cependant le poids de chaque article (ainsi que le sous-groupe) est fixé durant l'année de base. Les paniers de l'année de base sont établis à partir des fréquences d'observation mensuelle des consommations obtenues au cours de l'enquête sur les dépenses des ménages de l'année qui a servi de base pour le calcul de l'indice. Le choix des 12 paniers mensuels et la structure de leur pondération s'est effectué en tenant compte de plusieurs critères, notamment les mois d'existence de la variété et l'importance de la dépense mensuelle de la variété.

L'indice est calculé suivant la formule de LASPEYRES (moyenne arithmétique pondérée d'indices élémentaires)

1.1. L'étude statistique confirme une envolée des prix entre 2020 et 2022

L'étude des statistiques sur l'indice des prix de la pomme de terre, en particulier la comparaison entre les indices pour les années 2010 à 2020 et les indices pour 2022, toujours calculé avec pour année de référence 2001=100, nous permet de constater une envolée des prix quant à la pomme de terre de consommation entre 2020 et 2022 alors qu'ils semblaient que l'on oscillait entre des indices de l'ordre de 240 et 150 on arrive à une moyenne annuelle de 328 dépassant même le record mensuel de mars 2015 de 319,4 ; voir les figures 8,9 et 10 ci-après.

Tableau 1 : indice des prix à la consommation : évolution 2011-2020 (pour Alger)³³

2001 = 100

	Poids ‰	Indices annuels									
		2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble	169,2	173,84	211,00	219,48	231,01	241,98	246,90	263,15	273,97	267,85	266,04
Viande et abats de mouton	57,2	183,97	239,68	273,96	279,16	286,13	287,64	289,10	295,81	299,39	299,67
Viande et abats de bœuf	10,8	162,33	175,48	201,56	207,83	213,71	217,89	222,61	249,92	273,74	275,92
Viande de poulet	24,1	144,46	173,81	154,16	155,69	167,67	163,48	158,99	180,80	153,07	141,09
Œufs	7,7	142,63	159,68	167,16	175,34	154,00	172,33	183,77	173,56	172,47	189,79
Poisson frais	4,3	266,77	302,37	353,82	379,08	418,19	485,47	518,39	516,19	539,55	610,83
Légumes frais	33,8	178,75	205,44	207,45	218,38	243,06	240,84	269,49	283,07	273,62	260,24
Fruits frais	16,5	183,92	197,41	209,03	224,35	220,63	307,60	331,27	341,70	327,24	348,51
Pomme de terre	14,8	157,90	214,78	155,73	206,89	229,18	162,63	239,38	244,98	220,39	193,72

Source : ONS

L'indice des prix des produits agricoles frais enregistré des variations négatives pour la deuxième année consécutive. Cependant la baisse inscrite en 2020, soit -0,7%, demeure de moindre ampleur que celle observée en 2019 (-2,2%). Certains produits se caractérisent par des hausses plus ou moins importantes, alors que des baisses définissent les prix des légumes frais (-4,9%), de la viande de poulet (-7,8%) et de la pomme de terre (-12,1%).

Les prix des légumes frais enregistrent des évolutions négatives pour la deuxième année consécutive. Cependant, la décroissance relevée en 2020, soit -4,9%, est beaucoup plus importante que celle affichée en 2019 (-3,3%). Après une très forte augmentation observée en

³³ INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION. (2021, juillet). *Alger, Office National des Statistiques-JUILLET-202*. Consulté le 17 octobre 2022, à l'adresse <https://www.ons.dz/IMG/pdf/I.IPC2011-2020.pdf>

2017 (+47,2%), suivie d'une variation relativement modérée en 2018 (+2,3%), les prix de la pomme de terre affichent des baisses sensibles en 2019 et 2020 avec des taux respectifs de -10,0% et -12,1%.

Tableau 2 : Indice des prix à la consommation, évolution annuelle des prix de la pomme de Terre de 2010 à 2020 avec détailde chaque mois³⁴

ENSEMBLE	Année	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	indice moyen
POMME DE TERRE Poids : 14,78	2011	151,4	153,5	164,3	148,7	160,9	170,1	159,9	153,4	140,7	154,1	169,9	168,0	157,9
	Var. %	-1,4	1,4	7,0	-9,5	8,2	5,7	-6,0	-4,0	-8,3	9,6	10,3	-1,1	2,6
	2012	183,7	225,2	285,7	321,7	221,2	189,1	173,0	191,7	192,2	195,5	198,6	199,7	214,8
	Var. %	9,4	22,6	26,8	12,6	-31,3	-14,5	-8,5	10,8	0,3	1,7	1,6	0,6	36,0
	2013	202,2	209,4	203,6	165,7	134,0	140,6	143,9	131,9	119,6	115,0	131,3	171,6	155,7
	Var. %	1,2	3,6	-2,8	-18,6	-19,2	4,9	2,3	-8,3	-9,4	-3,8	14,2	30,7	-27,5
	2014	179,1	166,1	151,0	137,6	175,3	228,5	228,8	220,3	210,2	253,9	272,8	259,1	206,9
	Var. %	4,4	-7,3	-9,1	-8,9	27,4	30,3	0,1	-3,7	-4,6	20,8	7,4	-5,0	32,9
	2015	247,9	295,1	319,4	276,2	264,2	244,2	211,3	173,8	182,4	179,5	177,9	178,3	229,2
	Var. %	-4,3	19,1	8,2	-13,6	-4,3	-7,6	-13,5	-17,7	4,9	-1,6	-0,9	0,2	10,8
	2016	171,2	150,6	144,0	171,2	184,5	180,7	180,7	149,1	147,4	132,5	153,6	186,0	162,6
	Var. %	-3,9	-12,1	-4,4	18,9	7,7	-2,0	0,0	-17,5	-1,1	-10,1	15,9	21,1	-29,0
	2017	228,2	242,4	266,2	260,4	226,0	236,7	211,0	213,2	221,0	232,7	253,1	281,6	239,4
	Var. %	22,7	6,2	9,8	-2,2	-13,2	4,7	-10,9	1,1	3,6	5,3	8,8	11,2	47,2
	2018	252,8	225,3	221,5	204,3	245,5	301,0	267,3	270,0	253,2	244,9	233,5	220,4	245,0
	Var. %	-10,2	-10,9	-1,7	-7,8	20,2	22,6	-11,2	1,0	-6,2	-3,3	-4,6	-5,6	2,3
	2019	215,0	198,0	212,5	199,6	244,4	284,2	257,6	231,3	207,8	191,5	187,4	215,3	220,4
	Var. %	-2,4	-7,9	7,3	-6,1	22,4	16,3	-9,3	-10,2	-10,2	-7,8	-2,1	14,9	-10,0
2020	212,6	185,9	209,8	179,5	221,9	243,3	200,5	168,9	152,4	166,2	181,5	202,2	193,7	
Var. %	-1,3	-12,5	12,9	-14,5	23,6	9,7	-17,6	-15,8	-9,8	9,1	9,2	11,4	-12,1	

Source : ONS

³⁴ INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION. (2021, juillet). *Alger, Office National des Statistiques-JUILLET-202*. Consulté le 17 octobre 2022, à l'adresse <https://www.ons.dz/IMG/pdf/I.IPC2011-2020.pdf>

Tableau 3 : Evolution des produits frais (alimentation) en Aout 2022³⁵

		2001 = 100			
	Poids	Indice Août 2022	Variation Août 22/ Juil. 22	Variation Août 22/ Août 21	Variation 08 Mois 22/ 08 Mois 21
ENSEMBLE	169,18	345,29	7,41	15,71	13,34
Viandes et abats de mouton	57,22	382,47	4,70	23,88	10,85
Viandes et abats de bœuf	10,82	347,72	2,77	21,50	13,85
Viande de poulet	24,09	222,26	14,92	17,02	5,79
(Eufs	7,71	285,56	9,36	55,90	37,00
Poissons frais	4,27	642,94	-4,65	5,55	2,70
Légumes frais	33,83	345,10	7,04	0,50	15,44
Fruits frais	16,46	360,58	26,79	6,20	9,33
Pomme de terre	14,78	328,79	3,74	23,73	32,73

Source : ONS

Pour ce qui est des variations intra annuel, ils peuvent s'expliquer par la distance chronologique entre le mois de récolte et le mois en cours, résumons cela par la saisonnalité.

2. Saisonnalité de la culture de pomme de terre

Pour ce qui est des cultures, il y en a jusqu'à trois dans l'année, la culture de vraie saison démarre en Mai pour une production en automne (Octobre). La culture d'arrière-saison commence en Août et prend fin en Décembre. La culture de primeur commence en Octobre pour une production en Janvier.

³⁵ Youcef BAZIZI. (2022, août). Indices des prix à la consommation Août 2022 - [Base de données]. Dans *Indice des prix à la consommation*. ONS.
<https://www.ons.dz/IMG/pdf/i.IPC-Aout2022.pdf>

Tableau 4 des périodes de plantation³⁶

Type de culture	Zone de production	Date de plantation
Cultures d’extra-primeurs	-littoral.....	ð Septembre/octobre
	-basses plaines.....	
Culture de primeurs	-littoral.....	ð Novembre à début janvier
	-basses plaines.....	
Culture de demi-primeurs	-littoral.....	ð Janvier
	-basses plaines.....	
Culture de saison “printemps”	-littoral.....	ð fin janvier-fin mars
	-basse plaines	ð fin janvier-fin mars
	-hauts plateaux.....	ð fin février –fin avril
Culture d’arrière-saison “d’été	-Littoral.....	-Juillet à Août
	-Hauts plateaux.....	-Mi-Juin fin-juillet

Source : agronomie.info

3. Rendements de la pomme de terre selon l’irrigation

Concernant **l’irrigation**, la culture préfère un régime continu d'apport d'eau (80 à 100 % de l'évapotranspiration maximale). Dans le cas d'une sécheresse imposée, il est recommandé de faire au moins trois irrigations d'appoint, à la mi croissance (40 Jours Après Plantation), à la

³⁶La culture de la pomme de terre. (2016, 24 février). Agronomie. Consulté le 18 octobre 2022, à l’adresse <https://agronomie.info/fr/la-culture-de-la-pomme-de-terre/>

tubérisation (55-60 JAP) et au début grossissement des tubercules (75-80 JAP). Il est souhaité de porter régulièrement le sol à sa capacité au champ.³⁷

Figure 10 : Production, superficies, rendement de la production de pomme de terre 2015-2019³⁸

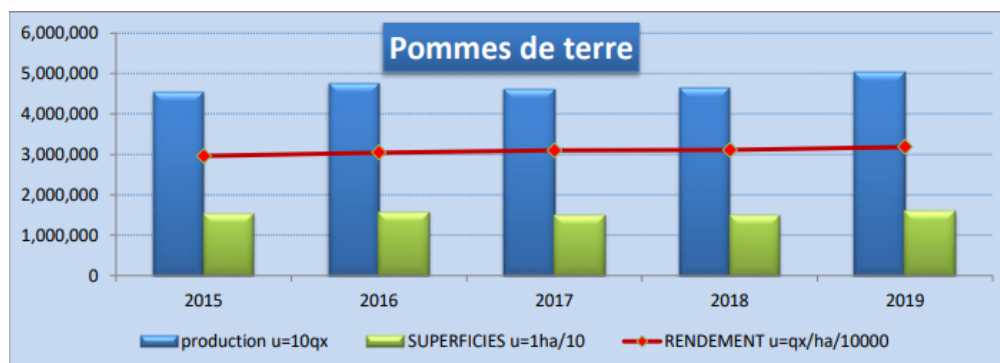
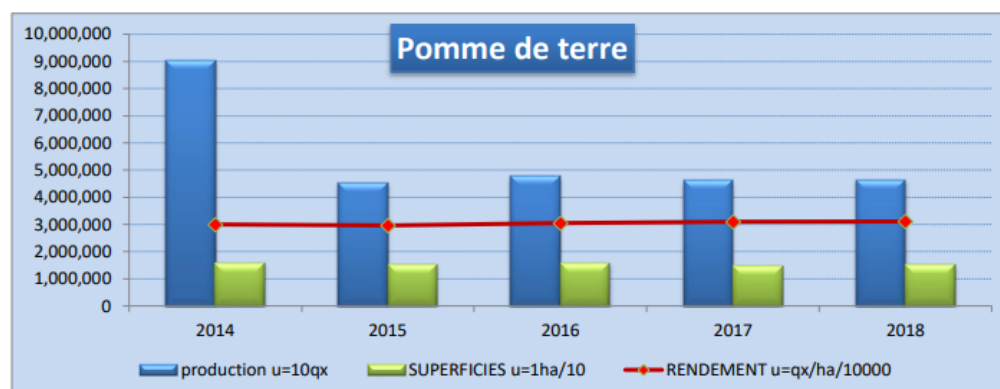


Figure 11 : Production, superficies, rendement de la production de pomme de terre 2014-2018³⁹



³⁷La culture de la pomme de terre - Fella Trade. (s. d.). Consulté le 18 octobre 2022, à l'adresse <https://www.fella-trade.com/fr/filiere-vegetale/fiches-techniques/pomme-de-terre>

³⁸Série « B » 2019. (2019, juillet). Dans *madr.gov.dz*. Direction des Statistiques Agricoles et des Systèmes d'Information. Consulté le 18 octobre 2022, à l'adresse <https://madr.gov.dz/wp-content/uploads/2022/04/SERIE-B-2019.pdf>

³⁹Série « B » 2018. (2021, janvier). Dans *madr.gov.dz*. Direction des Statistiques Agricoles et des Systèmes d'Information. Consulté le 18 octobre 2022, à l'adresse <https://madr.gov.dz/wp-content/uploads/2022/04/SERIE-B-2018.pdf>

Tableau 5 : L'évolution de la production entre 2005 et 2014⁴⁰

Année	Production (quintaux)
2005	21.585.499
2006	21.809.610
2007	15.068.590
2008	21.710.580
2009	26.360.570
2010	33.003.115
2011	38.621.936
2012	42.194.758
2013	48.865.380
2014	46.735.155

Ces taux décroissants s'expliquent par la sécheresse et la désertification, qui s'apprécie d'autant plus sur les rendements du secteur agricole.

⁴⁰*Données statistiques sur la production de la pomme de terre.* (2021, 30 avril). Agronomie. Consulté le 18 octobre 2022, à l'adresse <https://agronomie.info/fr/donnees-statistiques-sur-la-production-de-la-pomme-de-terre/>

4. Effet des sécheresses sur les actifs agricoles

En effet dans un rapport de 2017⁴¹, la Banque Mondiale caractérisait les pays de la zone MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) par :

- Un taux de croissance démographique élevé, de l'ordre de 2 % par an qui, conjugué à un processus d'expansion urbaine important, devrait se traduire par un doublement de la population des villes de la région à l'horizon 2050 ;
- Une augmentation de la consommation des ressources amplifiée par une sous-valorisation de l'eau et un manque de rigueur dans l'application de la réglementation qui conduirait sur le moyen et long terme à une exploitation excessive des ressources en eau, notamment des eaux souterraines ;
- Un dérèglement climatique qui exerce des pressions supplémentaires sur les volumes d'eau disponibles et la qualité des sols par ses effets négatifs dus, en particulier, aux phénomènes météorologiques extrêmes des sécheresses et inondations qui seront plus fréquents et plus graves augmentant ainsi les pénuries d'eau et accentuant la dégradation des terres.

« Les sécheresses (périodes prolongées de déficits des précipitations entraînant des dommages importants pour les cultures et une perte de rendement conséquente) font partie des aléas climatiques les plus catastrophiques en termes de pertes économiques et sociales à court et à long terme pour des millions de personnes dans le monde. D'après la FAO (2015) les dégâts et les pertes dus à la sécheresse sur l'ensemble des catastrophes naturelles sont de plus de 15%.

A elles seules, les sécheresses représentent 85,8% des pertes de bétail. Une seule année de sécheresse peut retarder des années de développement social. La pénurie d'eau à elle seule pourrait coûter à certaines régions jusqu'à six pour cent de leur PIB d'ici 2050, déclenchant à leur tour une migration de masse et des conflits liés à la diminution des ressources »⁴²

La dernière sécheresse sévit ainsi depuis déjà deux décennies, et est particulièrement sévère dans l'Ouest du pays. Cette tendance est confirmée par de nombreuses études scientifiques⁴³

⁴¹ Banque Mondiale, 2017. Au-delà des pénuries : la sécurité de l'eau au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Brochure du résumé analytique. Banque Mondiale, Washington, DC. Licence Creative Commons Attribution CCBY3.0IGO

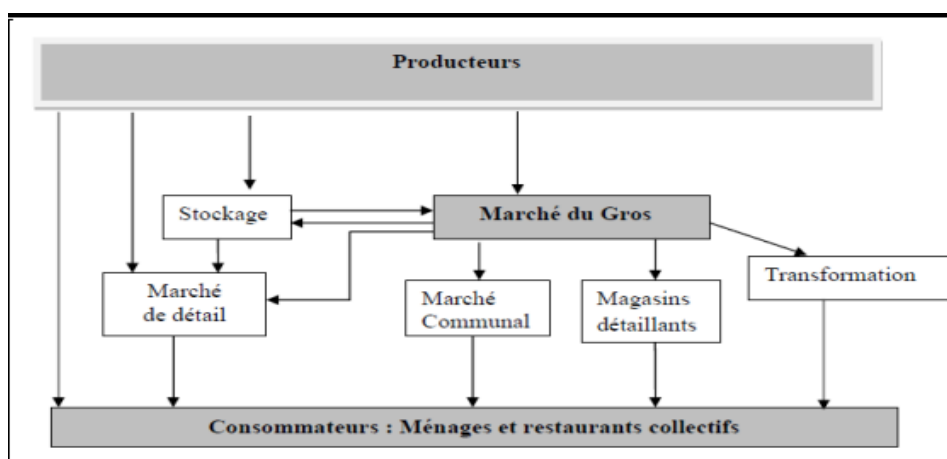
⁴² Banque Mondiale, 2017. Au-delà des pénuries : la sécurité de l'eau au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

⁴³ Hisdal et Tallaksen 2003, Meddi et Meddi, 2009, Ghenim et al., 2010, Yebdri et al., 2007, A. Nekkache GHENIM & A. MEGNOUNIF 2011

5. Réseau de distribution de la pomme de terre

Concernant le réseau de distribution, on se rend rapidement compte du manque d'encadrement dont il fait l'objet et on comprend mieux sa vulnérabilité aux abus dont il a été victime, en particulier au cours de cet automne 2022.

Figure 12: Les circuits de distribution de pomme de terre



Source : MADRP 2018

D'après la figure ci-dessus, il existe un nombre très important des intervenants et des intermédiaires dans la distribution (les grossistes, les intermédiaires et les détaillants).

Le marché de la pomme de terre est caractérisé par trois types de circuit de distribution :⁴⁴

- Circuit très court : Producteur Consommateurs (vente du produit au bord des routes).
- Circuit court : Producteur Détaillant Consommateur.
- Circuit long : Producteur Grossiste Détaillant Consommateur

⁴⁴ DJAAFOUR, D. N. (s. d.). *État des lieux de la filière pomme de terre dans la région d'El Oued* [Mémoire de magister]. Université El-Chahid Hamma Lakhder El-Oued.

5.1. Phénomène de spéculation croissant en Algérie

Ce nombre important d'intervenants masque un phénomène bien connu depuis quelques années en Algérie, la spéculation, consistant à stocker des quantités importantes de denrées de façon à créer des pénuries sur le marché et donc provoquant des augmentations du prix non justifié que supportera le consommateur final.

Cette pratique ruine le travail de tous les acteurs agricoles qui s'efforcent de maintenir une offre légèrement supérieure à la demande de façon à éviter à la fois les pénuries et le gaspillage et garantir des prix raisonnables au citoyen quant à son pouvoir d'achat.

Section 2 : Stratégie et décisions du MADRP

Le MADPR semble avoir la mesure des problèmes que nous avons énoncés dans le chapitre précédent puisqu'il a déjà depuis 2020 entamé de sérieuses actions dans le cadre de la lutte contre la sécheresse et contre la spéculation que nous allons présenter à travers les points clefs contenus dans sa feuille de route 2020-2024 que nous mettrons **à disposition dans l'annexe.**

1. Prévisions d'augmentations des superficies cultivées.

1.1.2. FILIERE POMME DE TERRE

Il s'agit pour cette filière stratégique, d'orienter les actions de développement et de préservation des productions vers, notamment :

- la transformation, en développant un matériel végétal performant et spécifique ;
- mettre en place un dispositif pour l'exportation.

Année	2020	2021	2022	2023	2024
Besoins en semences (q)	4.460.000	5.503.394	6.100.000	6.300.000	6.700.000
Superficie cultivée (ha)	149.000	163.029	180.000	188.726	200.000
Production (q)	46.000.000	51.938.904	58.200.000	60.000.000	63.000.000
Prévision d'importation en semences (q)	700.000	600.000	500.000	400.000	300.000
Le gain \$	18.500.000	24.500.000	30.250.000	37.000.000	42.000.000

L'importation des autres variétés de classe Super Elite « SE » sera de l'ordre de 15.000 à 20.000 q.

Source : Plan de route MADRP 2020-2024

On peut ici voir que le MADRAP projette une augmentation de la superficie cultivée concernant la pomme de terre, celle-ci proviendra essentiellement de la valorisation de millions d'hectares de terres Saharienne dans des zones où le potentiel naturel est favorable, c'est-à-dire des zones où des nappes phréatiques sont exploitable et donc qui permettront de

cultiver des terres sans se soucier des problèmes de sécheresses affectant le reste des zones, nous reviendrons sur cette augmentation des S.A.U plus tard dans le chapitre.

2. Amélioration de la récolte

1.5. AMELIORATION DE LA COLLECTE

Outre le renforcement de la plateforme logistique de l'OAIC, l'amélioration du taux de collecte nécessite :

Actions	Objectif	Impact	Volume	Echéancier	Localisation	Observations
Révision des barèmes de réfaction et de bonification de la qualité de la production pour inciter les agriculteurs à améliorer la qualité de la production nationale des céréales et des légumes secs.	Amélioration du taux de collecte des céréales	Amélioration de la qualité de la production Réduire la spéculation et les déperditions (intermédiation) Réduction des importations	Objectif de 60% de taux de collecte à l'horizon 2024	Décembre 2020	Wilayas céréalières potentielles selon les zones de production	En cours d'étude et finalisation au SGG

Source : Plan de route MADRP 2020-2024

Concernant la collecte, elle concerne les céréales cependant il est utile d'en parler car elle fournit un bon exemple, en effet c'est ici que l'on a les meilleures chances de réussite dans le cadre de la lutte contre la spéculation mais aussi que les spéculateurs ont été le plus inventifs.

2.1. De multiples possibilités de vérification

Tout d'abord il y a de nombreuses possibilités de vérification au niveau des Coopératives des céréales et de légumes secs (CCLS)⁴⁵

-Il est possible de vérifier sur le terrain les surfaces de l'exploitation et les restes de résidus de cultures au sol tels que les chaumes.

Un niveau de rendement de 45 quintaux suppose l'emploi de semences certifiées, engrais et désherbants ce qui suppose des factures.

- Au niveau de la CCLS, il est possible d'analyser les échantillons des grains apportés par l'agriculteur. Les grains importés sont en général exempts d'impuretés telles que le brin de paille, les graines de mauvaises herbes, voire les gravillons.

- Enfin, une analyse au niveau du laboratoire régional du Centre national de contrôle et de

⁴⁵ TSA Media. (2022, 22 octobre). *Collecte de blé en Algérie : « Pas d'État dans un État »*. TSA. Consulté le 22 octobre 2022, à l'adresse <https://www.tsa-algerie.com/collecte-de-ble-en-algerie-pas-detat-dans-un-etat/>

certification (CNCC) peut permettre des analyses poussées : type de protéines et signature génétique de l'ADN.

- Le chef de l'État a appelé à renforcer les moyens de contrôle avec notamment l'utilisation des drones en vue d'évaluer avec précision les capacités agricoles.

2.2. Les possibilités de vérification n'ont pas empêché des scandales d'éclater.

Malgré cela la profession est sujette à des scandales financiers. En février 2020, Hocine Metidji, PDG des moulins éponyme, et son fils avaient été placés en détention provisoire.

Ce dirigeant figurant parmi les principaux clients de l'OAIC fut poursuivi pour plusieurs chefs d'inculpation, dont « *trafic d'influence sur des agents publics dans le but d'obtenir d'indus avantages* » et « *violation de la réglementation des marchés publics* ».

Les dysfonctionnements dans le fonctionnement des moulins ne touchent pas que les plus gros d'entre eux. En avril dernier le chef de l'État déclarait dans un entretien qu'il avec la presse : « *Nous avons découvert près de 160 minoteries qui ne transforment pas le blé qu'elles prennent mais le vendent directement aux éleveurs* ».

Le président Abdelmadjid Tebboune avait alors cité le cas d'une wilaya « *approvisionnée à hauteur de 40 quintaux par mois pour chaque citoyen* », au moment où « *la consommation du citoyen ne dépasse pas dans le meilleur des cas 40 kg* »

3. Le problème de l'indisponibilité en eau prit au sérieux

II. EXTENSION DES SUPERFICIES IRRIGUEES

Sur une superficie irriguée de 1 430 000 ha, les surfaces équipées en systèmes d'irrigation économiseurs d'eau sont de 890 000 ha. Le reste (1/3), soit 540 000 ha est conduit en gravitaire, dont 150 000 ha, constituent l'objectif de reconversion à moyen terme.

Ce programme est majoritairement orienté vers les régions du sud et des hauts plateaux.

Actions	Objectif	Impact	Volume	Echéancier	Localisation	Observation
Extension dans la PMH et GPI	Extension des superficies irriguées Sécuriser la production des céréales par 'irrigation d'appoint et intégrale	Augmentation du revenu des exploitants Amélioration de la sécurité alimentaire	200 000 ha (40 000Ha /an)	2020-2024	Territoire national	Promouvoir la production nationale en équipement d'irrigation
Généralisation de l'utilisation des équipements économiseurs d'eau	Economie de l'eau	Gestion rationnelle de la ressource eau	150 000 ha (30 000 Ha /an)	2020-2024		Programme reconversion du gravitaire
Développement de méthodes innovantes de pilotage d'irrigation	Amélioration de la productivité et de la production	Valorisation et développement des nouvelles technologies		2020-2024		Promouvoir la fourniture de solutions innovantes (Start-up)

L'extension des superficies irriguées se préoccupe du souci de l'économie d'eau, à cet effet d'importantes mesures ont été mises en place, comme la promotion des start-up avec notamment un création d'un ministère dédié, on voit bien ici que le manque d'eau a été abordé comme un problème structurel.

4. L'amélioration du SI

7.2. ENQUETE STATISTIQUES ET EMPLOI

Dans le cadre du **Renforcement du Système d'Information et d'aide à la décision**, des enquêtes modulaires seront réalisées annuellement.

Action	Objectif	Impacts	Echéancier	Observation
Réalisation des enquêtes sur les prévisions des rendements et de production des principales cultures (céréales et pomme de terre)	Estimation des prévisions des rendements et des productions attendues des filières des céréales et de la pomme de terre	Prévoir les productions pour assurer un approvisionnement régulier du marché, et stabilisation des prix	Saison de la campagne agricole	
Elaboration de guide statistique pour l'interdiction des importations et la protection des produits fabriqués localement	Elaboration d'une démarche méthodologique pour une meilleure visibilité en matière d'importation	Rationalisation des importations - Définir les produits nationaux à protéger et à interdire à l'importation	Déc-2020	Dossiers du Premier Ministre, dont le Ministère de l'Industrie est Chef de file.
Suivi de l'emploi et de la main d'œuvre agricole	Bilan de l'évolution de l'emploi structuré et de la main d'œuvre agricole par wilayas et par genre	Meilleur encadrement socioprofessionnel et l'intégration de la femme	1 ^{er} Trim 2021	

Source : Plan de route MADRP 2020-2024

4.1. Amélioration des prévisions des céréales et pommes de terre

Les enquête statistiques entrent dans le cadre du renforcement des SI. Elles concernent principalement les prévisions des céréales et pommes de terre dans le but d'assurer un approvisionnement régulier du marché, évitant ainsi les pénuries, cependant ce dernier problème ne peut être résolu par une augmentation des quantités produites mais par la lutte directe contre les responsables de la spéculation.

4.2. Renforcement de la lutte anti spéculation

A ce sujet, les services de la Gendarmerie nationale (GN) ont élucidé 3.691 affaires dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la spéculation au niveau du territoire national durant les 9 derniers mois de l'année 2022, qui se sont soldées par le placement en détention provisoire de 1.117 individus et la mise de 236 autres sous contrôle judiciaire⁴⁶.

⁴⁶ Ae, R. (2022b, octobre 13). *Contrebande/Spéculation : 1.117 individus placés en détention provisoire*. Algeria Eco. Consulté le 23 octobre 2022, à l'adresse <https://www.algerie-eco.com/2022/10/13/contrebande-speculation-1-117-individus-places-en-detention-provisoire/>

Suite à l'observation d'une pénurie de certains produits de consommation durant la dernière période à l'instar d'huile de table et de la semoule, à cause de pratiques commerciales illégales (spéculation et monopole) de certains commerçants, des unités de la Gendarmerie nationale ont "élucidé 3.691 affaires impliquant 5.694 individus", a précisé le même responsable ajoutant que "1.117 personnes ont été placées en détention provisoire et 236 autres sous contrôle judiciaire".

Concernant les produits saisis, il s'agit de "1.226,481 tonnes de farine, 951,097 tonnes de blé tendre, 91,698 tonnes de blé dur, 211,662 tonnes de semoule, 29,032 tonnes de sucre, 20,958 tonnes de poudre de lait, 28098 litres de lait, 418090 litres d'huile de table, 63,493 tonnes de pâtes alimentaires et 1398 têtes de bétail, soit l'équivalent de 262.500.055 DA".

Soulignant une hausse dans les affaires traitées à ce sujet par rapport à la même période de l'année dernière, le directeur de la sécurité publique et de l'emploi au Commandement de la GN a précisé que "la production nationale en produits de base dépasse la consommation de 1,5%" et que la pénurie "est due à la cupidité de certains commerçants en quête d'argent facile".

La lutte contre la spéculation illicite a beaucoup avancé depuis la promulgation de la loi Loi n° 21-15 du 23 Joumada El Oula 1443 correspondant au 28 décembre 2021 relative à la lutte contre la spéculation illicite définissant la spéculation illicite comme « tout stockage ou rétention de biens ou marchandises visant à provoquer une pénurie ou une perturbation des approvisionnements au niveau du marché et toute hausse ou diminution artificielle des prix des biens ou marchandises ou des billets de banque de manière directe ou indirecte ou par le biais d'intermédiaire ou le recours à des moyens électroniques ou toutes voies ou moyens frauduleux quelconques » ; les articles 13 et 14 d'autant plus puisqu'ils allongent la peine lorsqu'il s'agit de spéculation sur les produits de première nécessité et lors des situations de crises et les articles 15,16,17 qui menacent très sévèrement les auteurs de ces actes:

Art. 12. — La spéculation illicite est punie d'un emprisonnement de trois (3) ans à dix (10) ans et d'une amende de 1.000.000 DA à 2.000.000 DA.

Art. 13. — La peine est l'emprisonnement de dix (10) ans à vingt (20) ans et l'amende de 2.000.000 DA à 10.000.000 DA, lorsque les actes prévus à l'article 12 ci-dessus, ont été opérés sur les céréales et leurs dérivés, les légumes secs, le lait, les légumes, les fruits, l'huile, le sucre, le café, les carburants et les produits pharmaceutiques.

Art. 14. — La peine est la réclusion criminelle à temps de vingt (20) ans à trente (30) ans et l'amende de 10.000.000 DA à 20.000.000 DA, si les actes mentionnés à l'article 13 ci-

dessus, sont commis lors des situations exceptionnelles, pendant une crise sanitaire, une épidémie ou une catastrophe.

Art. 15. — La peine est la réclusion criminelle à perpétuité, si les actes mentionnés à l'article 13 ci-dessus, ont été commis par un groupe criminel organisé.

Art. 16. — En cas de condamnation pour l'une des infractions prévues par la présente loi, l'auteur peut être frappé de l'interdiction de séjour pour une durée de deux (2) ans à cinq (5) ans. Le juge peut ordonner l'interdiction d'un ou de plusieurs des droits mentionnés à l'article 9 bis 1 du code pénal, en cas de condamnation pour un délit prévu par la présente loi. Le juge doit ordonner la publication et l'affichage de sa décision, conformément aux dispositions de l'article 18 du code pénal.

Art. 17. — En cas de condamnation pour l'une des infractions prévues par la présente loi, la juridiction peut prononcer la radiation du registre du commerce de l'auteur et l'interdiction de l'exercice des activités commerciales, conformément aux dispositions du code pénal.

Elle peut également ordonner l'exécution provisoire de la peine.

En outre, sans préjudice des droits des tiers de bonne foi, elle peut ordonner la fermeture du local utilisé dans la commission de l'infraction et l'interdiction de son exploitation pour une durée n'excédant pas une (1) année.

Section 3 : stratégie du groupe GVapro quant à la filière de la pomme de terre

Le Groupe GVAPRO est issu de la transformation juridique de l'ex SGP/SGDA, qui disposait d'un portefeuille de 161 fermes pilotes dont 87 ont été rattachées aux différents groupes en entreprises relevant du MADRP et 74 fermes pilotes ont été maintenues dans son portefeuille conformément à la résolution du CPE n° 03/148 du 21 mai 2016, et de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SGP/SGDA du 08 décembre 2016.

1. Présentation de GVapro

Le Groupe GVAPRO a pour mission principale le suivi, le développement et la coordination des filières de production et de valorisation des produits agricoles. Pour ce faire, il dispose dans son portefeuille de 06 filiales et de 74 fermes agricoles totalisant:

1.1. Répartition des surfaces agricoles

- – Une surface agricole totale de 31 170 Ha;
 - – Une surface agricole utile de 28 520 Ha;
 - – Une surface irriguée de 7 955 Ha dont 5 034 Ha à partir de périmètres irrigués pour 25 fermes agricoles.
- Par grande famille d'espèces, la SAU est occupée comme suit:
- – Plantations arboricoles: 6 586 Ha représentant 27% de la SAU dont:
 - * Agrumiculture: 2 020Ha;
 - * Oléiculture: 1 705 Ha;
 - * Viticulture: 1 700 Ha.
 - – Grandes cultures: 17 340 Ha dont:
 - * Céréaliculture: 14 530 Ha.

1.2. Consistance du portefeuille

Le Groupe « GVAPRO » est constitué de 06 filiales avec 74 fermes agricoles réparties par vocation comme suit :

1.2.1. L'amont agricole :

- – **EPE SARBO** (Société Arboricole) avec 25 fermes agricoles versées dans le développement de la filière arboricole notamment agrumicole pour une Superficie Agricole Utile de **6.843 Ha**;
- – **EPE SOTRAVIT** (Société de Transformation Viticole) (Ex ONCV) avec 16 fermes spécialisées dans la viticulture pour une Superficie Agricole Utile de **6 588 Ha**;
- – **EPE SUDACO** (Sud Datte Compagnie) avec 04 fermes phoenicoles sur une Superficie Agricole Utile de **203 Ha**;

- – **EPE SOA** (Société Oléicole d'Algérie) avec 04 fermes oléicoles pour une Superficie Agricole Utile de **1 530 Ha**;
- – **EPE SAGRODEV** (Société Agro Développement) avec 08 fermes agricoles spécialisées dans la production de semences de pomme de terre pour Superficie Agricole Utile de **5 770 Ha**, confortée par un laboratoire de multiplication In-Vitro pour la production de mini tubercules en deux cycles de Guellal (Sétif);
- – 17 Fermes Pilotes déjà engagées dans le partenariat public-privé depuis 2013 (Résolution CPE n°03/137 du 11 juillet 2013) pour une superficie (SAU) de **7 589 Ha** et un investissement de **8 267MDA**.

1.2.2. L'agro-industrie

Ce domaine regroupe des entreprises de transformation et de conditionnement des produits agricoles :

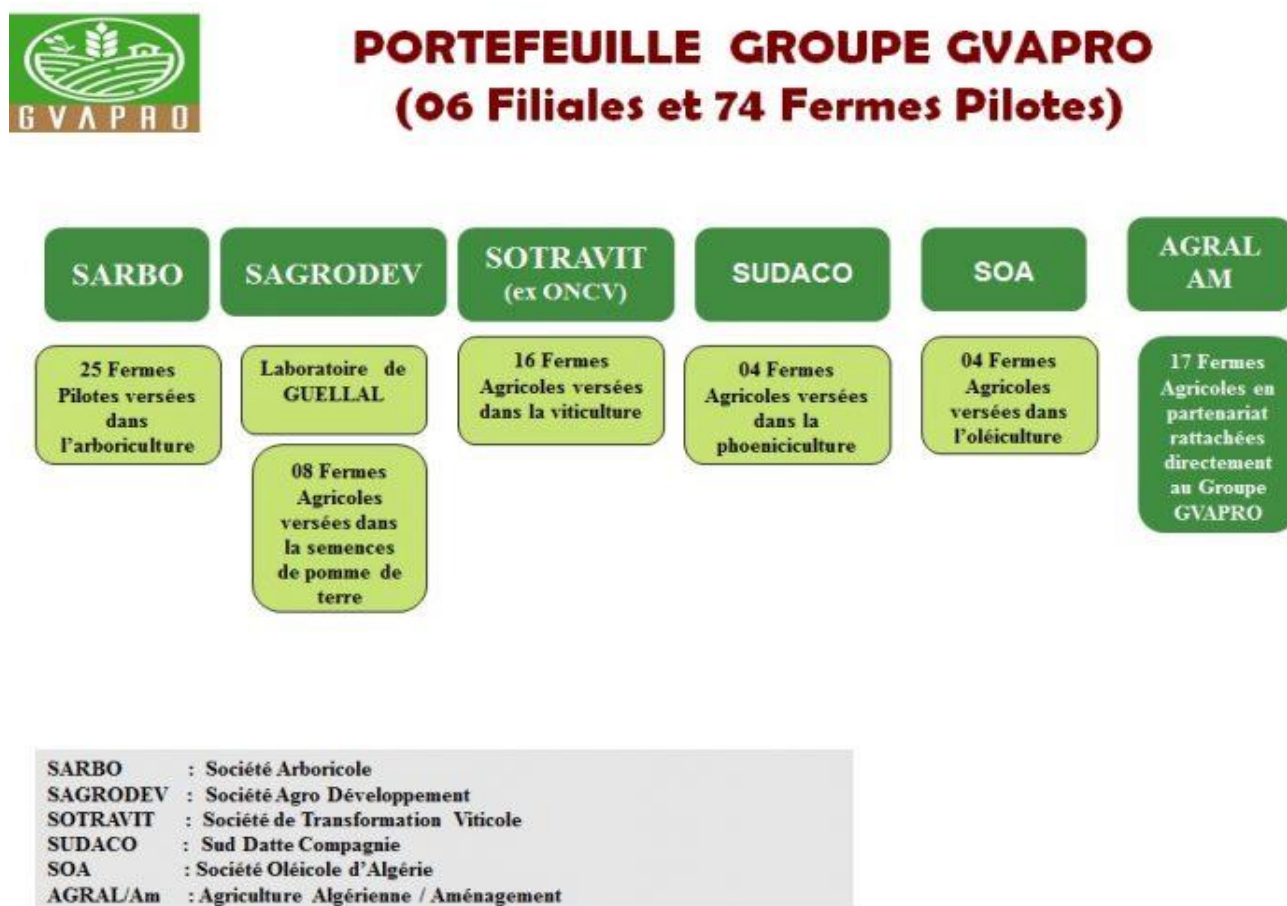
- – Transformation et conditionnement viticoles – Société de Transformation des Produits Viticoles (SOTRAVIT);
- – Transformation et conditionnement oléicoles – Société Oléicole d'Algérie (SOA);
- – Conditionnement phoenicicole – Sud Datte Compagnie (SUDACO).

1.2.3. Les services

Cette activité englobe les domaines de commercialisation d'intrants agricoles exercée par **SOFAPRO** (unité rattachée à l'EPE/SPA SOTRAVIT) et l'**EPE AGRAL/AM** qui active dans la mise en valeur des terres et l'aménagement du territoire.

1.3. Présentation des filiales :

Figure 13 : Portefeuille Groupe GVapro



1.3.1. Société Agriculture Et Aménagement Spa (AGRAL/AM)

Société par actions dotée d'un capital social de 90 000 000 DA dont les activités portent sur :

- La mise en valeur des terres agricoles,
- L'aménagement des espaces verts,
- L'aménagement de périmètre agricole,

– Les travaux de plantation par fixation de talus.

L'EPE AGRAL/Am dispose d'un périmètre agricole d'une SAT de 600 Ha au niveau de la localité M'Cif W. Msila dont 153 Ha sont réservées au projet d'intensification oléicole en partenariat avec les espagnols.

L'EPE AGRAL projette l'extension de l'oliveraie en hyper intensif pour 500 Ha, avec l'assainissement des vergers d'abricotiers vieillissant.

Cet investissement permettra :

- la production oléicole en intensif et hyper intensif.
- La réalisation de deux forages ;
- La réalisation de 03 bassins de 40 000 m³ ;
- La réseau de gouttes à gouttes sur 350 Ha ;
- La réalisation d'une huilerie et d'une unité de conditionnement.

Ces actions permettront la création d'un pôle oléicole intégré.

1.3.2. Société De Transformation Des Produits Viticoles (SOTRAVIT)

Société par actions dotée d'un capital social de 5 338 725 000 DA, activant dans la transformation, le conditionnement et la commercialisation des produits viticoles ainsi que la valorisation des sous-produits viticoles.

Elle est dotée d'un portefeuille :

De 09 Unités de transformation et de commercialisation des produits viticoles d'une capacité de vinification et de conservation de plus de 903 000 hectolitres ;

- De caves et chais de stockage :
- 29 caves et chais de stockage
- 06 caves de transformation et vinification
- 06 caves de conditionnement
- D'une Unité « SOFAPRO » chargée de l'approvisionnement en intrants agricoles des fermes agricoles et des Unités relevant de l'EPE Spa SOTRAVIT ;

D'un potentiel viticole de 1 000 Ha (exploité directement par les unités de la SOTRAVIT) ;

De 16 fermes agricoles d'une SAT de 7 405 Ha, d'une SAU de 6 587 ha.

– Viticulture (cuve): 1 545 Ha

– Agrumiculture : 206 Ha

– Oléiculture : 261 Ha

– Arboriculture : 38 Ha

1.3.3. Société Agro Développement Spa (SAGRODEV)

Société par actions dotée d'un capital social initial de 337 049 000 DA versée dans la production de semence de pomme de terre pré base et base en utilisant des techniques de production in vitro avec pour objectif la satisfaction des besoins nationaux en semences de pomme de terre.

L'entreprise est dotée de 08 fermes agricoles semencières d'une SAT de 5 592 Ha et d'une SAU de 5 386,60 Ha, dont quatre (04) fermes sont retenues dans le cadre du partenariat public privé confortée par un laboratoire de production in vitro de mini tubercules.

Les capacités actuelles de production du laboratoire sont de 800 000 mini tubercules, à l'horizon 2019 les capacités de production seront de 1.500.000 mini tubercules.

1.3.4. Société Arboricole Spa (SARBO)

Société par actions créée à la faveur de la restructuration des capitaux marchands de l'Etat suite à la résolution du CPE n°03/148 du 21 Mai 2016 et de l'Assemblée Générale constitutive du 23 janvier 2017, dotée d'un capital social de 1 000 000 DA, l'entreprise gère un portefeuille de 25 fermes agricoles versées dans le développement et l'intensification arboricole notamment agrumicole qui totalisent une SAT de 7 584 Ha dont 6 843 Ha de SAU.

Douze fermes agricoles sur les 25 sont retenues dans le cadre du partenariat public privé (résolution du CPE 01/153 du 03 mai 2017).

le potentiel de ces fermes pilotes se présente comme suit :

- Agrumiculture : 800 Ha
- Viticulture : 151 Ha
- Oléiculture : 109 Ha
- Arboriculture fruitière : 338 Ha

1.3.5. Société Sud Dattes Campagne Spa (SUDACO)

Société par actions dotée d'un capital social de 10 000 000 DA dont les activités consistent en la production, le conditionnement, la commercialisation de dattes ainsi que la valorisation des sous-produits de la datte.

Elle est confortée dans ses activités par 04 fermes phoenicoles d'une SAT de 207 Ha et d'une SAU de 203 Ha dont trois (03) fermes agricoles sont déjà retenues dans le cadre du partenariat.

1.3.6. Société Oléicole D'Algérie Spa (SOA)

Société par actions dotée d'un capital social de 2 000 000 DA dont les activités consistent en la production, le conditionnement, transformation et la commercialisation des olives et huile d'olives.

L'entreprise détient dans son portefeuille, 04 fermes oléicoles d'une SAT de 1 601 Ha et une SAU de 1 529 Ha, qui sont toutes retenues dans le cadre du partenariat public privé.

2. La stratégie du groupe GVApro

Le groupe GVApro met en action une stratégie d'intégration verticale en amont et en aval.

2.1. L'intégration verticale

L'intégration verticale est une stratégie qui fonctionne sur un principe de propriété et de contrôle. Cela signifie qu'une entreprise possède ou contrôle ses fournisseurs, distributeurs ou points de vente pour gérer sa création de valeur ou sa chaîne d'approvisionnement. Cette décision stratégique implique l'achat ou la création d'une partie du processus de production, de distribution ou de vente au détail qui était auparavant sous-traitée. En général, la chaîne d'approvisionnement d'une entreprise va de l'achat de matières premières à la vente finale du produit. L'intégration verticale désigne donc un processus consistant à réunir l'ensemble des étapes de production et de distribution d'un produit sous une seule autorité afin

de les intégrer dans la chaîne de valeur de l'entreprise. Dans la plupart des cas, l'élaboration de produits ou services est assurée par tous les acteurs de cette hiérarchie. Tous ces produits se regroupent par la suite pour répondre à un même besoin final.

Il existe plusieurs façons de réaliser une intégration verticale. Les deux types d'intégration verticale les plus courants sont l'intégration en amont et l'intégration en aval.

2.1.1. L'intégration verticale en amont

- On parle d'intégration verticale en amont lorsqu'une entreprise décide de se développer en produisant elle-même ce qu'elle achetait auparavant à un fournisseur, un distributeur ou un point de vente. Parmi les exemples d'intégration en amont, on peut citer celui d'une société de menuiserie qui rachète une entreprise de bois ou une scierie.

2.1.2. L'intégration verticale en aval

- L'intégration verticale en aval se caractérise par une stratégie où une entreprise achète et contrôle la distribution directe ou l'approvisionnement de ses produits. C'est par exemple le cas d'une entreprise spécialisée dans la création de meubles qui rachète une entreprise de vente/distribution de mobilier.

2.2. La stratégie d'intégration en amont de GVApro

En amont, le Groupe de valorisation des produits agricoles travaille à travers sa filiale SAGRODEV sur un programme de réduction progressive des quantités de semences de pomme de terre importées pour atteindre l'autosuffisance, non seulement pour ses fermes pilotes mais aussi pour tous les agriculteurs à l'échelle nationale.

Le PDG du groupe sous tutelle du ministère de l'Agriculture et du développement rural, Mr. Belhanini, a fait savoir que le secteur importait en 2020, 20% seulement des besoins en semences de pomme de terre pour près de 80 millions d'euros/an, pour les revendre ensuite aux agriculteurs au prix de 190 DA/kg.

Les 80% sont couverts par la production locale au prix de 60DA/kg.

Les semences de première et deuxième génération importées sont destinées à la production de plants de la classe Super Elite (SE) et Elite (E), développés pour d'autres dérivés, la classe A destinée à la plantation directe n'est plus importée.

Ce projet avait débuté en 2017 avec l'accréditation de l'organisme Algérien ALGERAC.

Les équipements et ressources humaines du Laboratoire central du Groupe ont été valorisés et modernisés dans le cadre d'un programme mis en place par le ministère de l'Agriculture en 2017, pour un montant oscillant entre 30 et 35 milliards de centimes ; ce programme permettrait de travailler conformément aux standards internationaux.

Ce programme a donné lieu à une augmentation de la production en laboratoire de mini tubercules de 400.000 à 1,5 millions de mini tubercules, en 2020 contrôlés et traités pour produire 5 types de plants naturels.

Une coordination est en cours depuis 4 années avec le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique pour l'étude de production de nouveaux types de semences permettant de maîtriser davantage les mécanismes de production de la pomme de terre en assurant la disponibilité des types demandés par les transformateurs.

Dans ce cadre, le rendement a atteint 400 quintaux/hectare de plants de type G1 et l'implantation de 40 hectares de plants de type G2 dans la wilaya de Bouira, et 180 hectares dans la wilaya de Tiaret qui ont donné lieu à la production de 46.000 tonnes de semences de deuxième génération en 2019.

Les wilayas de Aïn Defla, Bouira, Guelma, Skikda et Mascara sont entrées en production de semence de première génération en 2019.

2.3.La stratégie d'intégration en aval de GVApro

En aval, le groupe coopère avec l'Agence nationale d'Appui et du Développement de l'entrepreneuriat (ANADE) rendu officielle par la signature d'une convention le 4 juillet 2020.

Cette coopération vise à soutenir les microentreprises actives dans l'agriculture et l'agroalimentaire et entre dans le cadre d'un programme de régulation des produits de large consommation, notamment la pomme de terre.

Les deux parties se sont engagées aux termes de cette convention à assurer accompagnement et appui technique aux porteurs de projet dans le domaine du développement des filières de production agricole et de la valorisation des produits et sous-produits agricoles, offrant ainsi aux jeunes entrepreneurs des opportunités pour intégrer le dispositif et participer à l'approvisionnement du marché avec une vente directe au consommateur, notamment dans les grands centres urbains.

Ce nouveau dispositif permettra à ces microentreprises de contribuer à la stabilité des prix des produits de première nécessité d'après le MADRAP.

En outre, les deux parties se sont engagées à assurer un suivi des microentreprises contractualisées avec le groupe GVAPRO et à mettre en œuvre des programmes de formation et de vulgarisation nécessaires à l'amélioration de leurs capacités techniques dans les domaines d'activités identifiés.

Conclusion.

La situation Algérienne semble être en bonne voie de résolution, les éléments présents dans la feuille de route laissent à penser que le MADRP a pris connaissance du problème de l'eau il y a déjà quelque temps ; la promotion des start-up est clairement un encouragement adressé aux entrepreneurs dans le but de le résoudre.

Le MADRP semble également alerte quant au problème plus court-terme de la spéculation, la loi promulguée en 2021 à l'encontre des spéculateurs semble efficace, on peut en effet lire, de plus en plus souvent dans les journaux, des rapports de la Gendarmerie Nationale concernant des saisies et contrevenant placés en détention.

GVAPRO avec sa stratégie d'intégration totale sera probablement un appui précieux pour le MADRP fournissant les semences nécessaires à l'atteinte d'une autonomie nationale dans le cadre du développement de la filière de la pomme de terre en Algérie et une solution de lutte contre la spéculation mais aussi contre les surcoûts d'intermédiation grâce à la promotion en coopération avec l'ANADE des microentreprises de vente directe.

Conclusion générale.

La filière pomme de Terre rencontre jusqu'ici des problèmes qui semblent être en bonne voie de résolution comme nous avons pu le voir dans le chapitre 3.

La réussite que l'on touche du doigt dans ce secteur est un pas de plus vers la fin de la dépendance Algérienne aux importations alimentaires en produits agricoles, cela dit c'est peut-être à ce stade de notre route que nous devons nous poser les questions les plus importantes.

Comme nous avons pu le voir dans le chapitre 1 et 2 avec la contraction des marchés alimentaires mondiaux, l'interdépendance économique présente un réel danger lorsque les systèmes agroalimentaires mondiaux sont mis à mal puisqu'alors la plupart des pays semblent limiter leurs échanges dans un souci de maintien de l'inflation intérieure, bien que cette solution soit intenable sur le long terme, elle nourrit la spirale de la récession économique, comme nous avons pu le voir avec l'Argentine, Lorsqu'au même moment d'autres pays ont déjà atteint leur capacité logistique d'échange maximale (Australie), sont sous embargo financier (Russie) ou sont tout simplement empêchés d'échanger (Ukraine).

Il peut donc être tentant lorsque l'on est un pays riche en énergies de s'en défaire et d'aller à la facilité en suivant des voies de développement ultra carbonées qui garantiront des résultats sur le court et moyen terme.

Cela dit comme nous l'avons vu dans le chapitre 1, ces agissements, par la désertification et autres épisodes climatiques extrêmes qu'ils engendrent, comme la sécheresse que nous connaissons depuis déjà presque un demi-siècle, pourraient nous condamner et également le reste du monde sur le long terme.

Le MADRP dans sa feuille de route citait comme action de développement durable l'exploitation de nappes souterraines dans le Sahara ; si cette solution permet sur le court terme d'économiser de l'eau qui pourrait servir à irriguer d'autres zones, gardons à l'esprit que sur le long terme nous risquons un épuisement de la nappe et un recul des S.A.U qui auraient été gagnées.

L'Algérie a donc probablement plus à gagner qu'à perdre en coopérant avec l'Europe sur des solutions de développement peu, voir non carbonées, sans pour autant concéder sa

souveraineté, elle pourrait d'ailleurs être étant donné ses relations favorables avec la Russie et la Chine, un acteur clef dans les négociations internationales, évitant les guerres chaudes qui à l'instar de la bombe nucléaire sont une assurance de destruction mutuelle sur le long terme en cas de non coopération.

La balle semble être dans le camp des gouvernements, mais les populations doivent également manifester leurs attentes quand à ce sujet afin que la question ne soit plus systématiquement évitée et que les efforts nécessaires soient engagés pour nous remettre dans une trajectoire qui nous permettront d'atteindre les objectifs fixés, ne reprenant pas le mauvais exemple que furent les accords de Paris.

Bibliographie

Ouvrages :

1 Bodirsky, B.L., Dietrich, J.P., Martinelli, E., Stenstad, A., Pradhan, P., Gabrysch, S., Mishra, A., Weindl, I., Le Mouél, C., Rolinski, S., Baumstark, L., Wang, X., Waid, J.L., Lotze-Campen, H. et Popp, A. 2020. The ongoing nutrition transition thwarts long-term targets for food security, public health and environmental protection. *Scientific Reports*, 10(1): 19778.

2 Regaud, N., Gemenne, F. & Alex, B. (2022b, mars 3). *La guerre chaude*. SCIENCES PO.

3 Rockström, J., Edenhofer, O., Gaertner, J. et DeClerck, F. 2020. Planet-proofing the global food system. *Nature Food*, 1(1): 3-5.

Rapports scientifiques ou gouvernementaux :

4 AR6 Synthesis Report : *Climate Change 2022* " (s. d.). IPCC. Consulté le 1 octobre 2022, à l'adresse <https://www.ipcc.ch/report/sixth-assessment-report-cycle/>

5 Banque Mondiale, 2017. Au-delà des pénuries : la sécurité de l'eau au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

6 EAT-Lancet Commission. 2019. *Food, planet, health: healthy diets from sustainable food systems. Summary report of the EAT-Lancet Commission*. The Lancet, Londres.

7 FAO et PAM. 2021. *Hunger Hotspots. FAO-WFP early warnings on acute food insecurity: March to July 2021 outlook*. Rome.

8 FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2019. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2019. Se prémunir contre les ralentissements et les fléchissements économiques*. FAO, Rome (également disponible en ligne: www.fao.org/3/ca5162fr/ca5162fr.pdf).

9 FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2020. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020. Transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable*. FAO, Rome (également disponible en ligne: <https://doi.org/10.4060/ca9692fr>).

10 FAO. 2020. *Mitigating risks to food systems during COVID-19: reducing food loss and waste*. Rome (également disponible en ligne: <https://doi.org/10.4060/ca9056en>).

11 FAO. 2020. *Travailleurs migrants et pandémie de covid-19*. Rome (également disponible en ligne: www.fao.org/3/ca8559fr/CA8559FR.pdf).

12 FAO. 2021. *COVID-19 and territorial markets: evidence from the United Republic of Tanzania*. Rome (également disponible en ligne: <https://doi.org/10.4060/cb4141en>).

13 Global Network Against Food Crisis et Food Security Information Network (FSIN). 2021. *Global Report on Food Crises 2021*. Rome (également disponible en ligne: www.fsinplatform.org/sites/default/files/resources/files/GRFC_2021_050521_med.pdf).

14 HCR. 2021. Refugee Statistics. Dans: UNHCR [en ligne]. [Référéncé le 6 mai 2021] www.unhcr.org/refugee-statistics.

15 INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION. (2021, juillet). *Alger, Office National des Statistiques-JUILLET-202*. Consulté le 17 octobre 2022, à l'adresse <https://www.ons.dz/IMG/pdf/I.IPC2011-2020.pdf>

16 *L'ÉTAT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION DANS LE MONDE 2021*. (s. d.). Consulté le 2 juillet 2022, à l'adresse <https://www.fao.org/3/cb4474fr/online/cb4474fr.html#>

17 Mohamed SAFAR-ZITOUN. (2019, 30 juin). PLAN NATIONAL SECHERESSE ALGERIE LIGNES DIRECTRICES EN VUE DE SON OPERATIONNALISATION. Dans *Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification*. Direction générale des forêts. Consulté le 18 octobre 2022, à l'adresse

18 **Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)**. 2016. *States of Fragility 2016: understanding violence*. States of Fragility. Paris (également disponible en ligne: www.oecd-ilibrary.org/development/states-of-fragility-2016_9789264267213-en).

19 **Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Fonds international de développement agricole (FIDA), Organisation mondiale de la Santé (OMS), Programme alimentaire mondial (PAM) et Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)**. 2017. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2017. Renforcer la résilience pour favoriser la paix et la sécurité alimentaire*. FAO, Rome (également disponible en ligne: www.fao.org/3/I7695f/I7695F.pdf).

20 **Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Fonds international de développement agricole (FIDA), Organisation mondiale de la Santé (OMS), Programme alimentaire mondial (PAM) et Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)**. 2017. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2017. Renforcer la résilience pour favoriser la paix et la sécurité alimentaire*. FAO, Rome (également disponible en ligne: www.fao.org/3/I7695f/I7695F.pdf).

21 Série « B » 2018. (2021, janvier). Dans *madr.gov.dz*. Direction des Statistiques Agricoles et des Systèmes d'Information. Consulté le 18 octobre 2022, à l'adresse <https://madr.gov.dz/wp-content/uploads/2022/04/SERIE-B-2018.pdf>

22 Série « B » 2019. (2019, juillet). Dans *madr.gov.dz*. Direction des Statistiques Agricoles et des Systèmes d'Information. Consulté le 18 octobre 2022, à l'adresse <https://madr.gov.dz/wp-content/uploads/2022/04/SERIE-B-2019.pdf>

23 Youcef BAZIZI. (2022, août). Indices des prix à la consommation Août 2022 - [Base de données]. Dans *Indice des prix à la consommation*. ONS. <https://www.ons.dz/IMG/pdf/i.IPC-Aout2022.pdf>

Articles :

24 **Azcona, G., Bhatt, A. et Kapto, S.** 2020. The COVID-19 boomerang effect: New forecasts predict sharp increases in female poverty. Dans: *UN Women* [en ligne]. [Référéncé le 5 mai 2021] <https://data.unwomen.org/features/covid-19-boomerang-effect-new-forecasts-predict-sharp-increases-female-poverty>.

25 **Banque Mondiale**. 2021. Déjouant les prévisions, les remises migratoires ont plutôt bien résisté à la crise de la COVID-19. Dans: *Banque Mondiale* [en ligne]. Washington (États-Unis). [Référéncé le 1er juin 2021] www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2021/05/12/defying-predictions-remittance-flows-remain-strong-during-covid-19-crisis.

26 **Global Panel on Agriculture and Food Systems for Nutrition**. 2020. *Future food systems: for people, our planet, and prosperity*. Londres.

27 **IPES-Food**. 2017. *Unravelling the food–health nexus: addressing practices, political economy, and power relations to build healthier food systems*. The Global Alliance for the Future of Food and IPES-Food (également disponible en ligne: [www.ipes-food.org/ img/upload/files/Health_FullReport\(1\).pdf](http://www.ipes-food.org/img/upload/files/Health_FullReport(1).pdf)).

28 **Parsons, K. et Hawkes, C.** 2018. *Connecting food systems for co-benefits: how can food systems combine diet-related health with environmental and economic policy goals?* OMS, Copenhague (Danemark) (également disponible en ligne: www.euro.who.int/en/about-us/partners).

Sites internet :

29 *Données statistiques sur la production de la pomme de terre*. (2021, 30 avril). Agronomie. Consulté le 18 octobre 2022, à l'adresse <https://agronomie.info/fr/donnees-statistiques-sur-la-production-de-la-pomme-de-terre/>

30 *La culture de la pomme de terre - Fellah Trade*. (s. d.). Consulté le 18 octobre 2022, à l'adresse <https://www.fellah-trade.com/fr/filiere-vegetale/fiches-techniques/pomme-de-terre>

31 *Pomme de terre : l'algérien en consomme 3 fois que la moyenne mondiale* | Radio Algérienne. (s. d.). Consulté le 15 octobre 2022, à l'adresse <https://radioalgerie.dz/news/fr/article/20180724/146819.html>

32 *La culture de la pomme de terre*. (2016, 24 février). Agronomie. Consulté le 18 octobre 2022, à l'adresse <https://agronomie.info/fr/la-culture-de-la-pomme-de-terre/>

33 Secretariat du GIEC. (2022, 4 avril). *COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU GIEC* [Communiqué de presse]. <https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2022/04/IPCC-AR6-WG-III-PressRelease-French.pdf>

34 Ae, R. (2022, août 14). *Cultures maraîchères : l'Algérie importe 95 % des semences*. *Algerie Eco*. Consulté le 15 octobre 2022, à l'adresse <https://www.algerie-eco.com/2022/08/11/cultures-maraicheres-lalgerie-importe-95-des-semences/>

35 Ae, R. (2022b, octobre 13). *Contrebande/Spéculation : 1.117 individus placés en détention provisoire*. *Algerie Eco*. Consulté le 23 octobre 2022, à l'adresse <https://www.algerie-eco.com/2022/10/13/contrebande-speculation-1-117-individus-places-en-detention-provisoire/>

36 TSA Media. (2022, 22 octobre). *Collecte de blé en Algérie : « Pas d'État dans un État »*. TSA. Consulté le 22 octobre 2022, à l'adresse <https://www.tsa-algerie.com/collecte-de-ble-en-algerie-pas-detat-dans-un-etat/>

Thèses et mémoires :

37 DJAAFOR, D. N. (s. d.). *État des lieux de la filière pomme de terre dans la région d'El Oued* [Mémoire de magister]. Université El-Chahid Hamma Lakhder El-Oued.

Vidéo (retranscrite) :

38 [undefined [France Culture]. (2022, 19 avril). *Le réchauffement climatique va-t-il susciter des guerres ?* [Vidéo]. YouTube. Consulté le 1 octobre 2022, à l'adresse <https://www.youtube.com/watch?v=A0-DT-srrMw>

Table des matières

Remerciements.	1
Liste des figures.	2
Liste des tableaux.	2
Liste des abréviations.	3
Sommaire.	4
Introduction générale.	5
Chapitre 1 : L'insécurité alimentaire dans le monde et ses principaux facteurs.	10
Introduction.	11
Section 1 : Les ralentissements et fléchissements économiques	12
1. Un facteur rendant l'alimentation saine inaccessible économiquement	12
1.1. Un facteur qui frappe d'abord les foyers les plus démunis	12
2. La pandémie covid-19 et les mesures pour l'endiguer ont provoqué l'un des fléchissements économiques les plus dévastateur de ces dernières années.	13
2.1. Des fléchissements économique d'une portée et d'une échelle sans précédent	15
2.2. Contraction du revenu par habitant et emplois supprimés	15
2.3. Augmentation importante de la malnutrition et de la sous-nutrition	15
2.3.1. Augmentation continue de la sollicitation des programmes d'assistance alimentaire.	15
2.4. Inégalités sociales creusées par la crise	16
2.4.1. Diminution des fonds envoyés par les travailleurs migrants	16
2.4.2. Les femmes plus touchées que les hommes	16
2.5. Effets de la pandémie sur l'offre	17
2.5.1. Restriction de l'accès physique aux sources d'aliments	17
3. Couplé à d'autres facteurs, les effets des fléchissements sont aggravants.	18
Section 2 : Les conflits	19
1. L'augmentation du nombre de conflit et leur durée se fait croissante.	19
1.1. Augmentation de la violence depuis 2010	20
1.2. Accroissement du nombre de personnes déplacées	20
2. La Guerre en Ukraine se distingue parmi les conflits	21
2.1. Le conflit a débuté en pleine campagne agricole	21
2.1.1. Le conflit a grandement compliqué l'exportation depuis l'Ukraine	21
2.2. Les Belligérants sont deux des plus grands exportateurs en denrées agricoles	21
2.2.1. Importance de l'Ukraine et de la Russie pour la production mondiale de céréales et oléagineux	22
2.2.2. Importance de la Russie sur le marché mondial des engrais	22
2.2.3. De nombreux pays sont fortement dépendant de la Russie de l'Ukraine en terme d'importations	23
2.2.4. Importance de la Russie et de l'Ukraine du point de vue du commerce international	23
2.2.5. Danger pour les marchés alimentaires mondiaux	24
3. Le niveau des exportations est bien en dessous des prévisions	24
3.1. 20 millions de tonnes de céréales bloqués par l'embargo de Moscou jusqu'à juillet	25
3.2. Les autres fournisseurs dans l'incapacité de donner le change	25
3.3 Les pénuries attendues poussent les pays importateurs à constituer des stocks	25
3.3.1 Les cours internationaux de produits alimentaire connaissent des records	25
3.4. Une envolée des prix internationaux des engrais et de l'énergie a été constatée	27
Section 3 : Les dangers climatiques	28

1.	Un nombre de pays touché de plus en plus grand	28
1.1.	Augmentation de l'exposition	28
1.1.	Augmentation de la fréquence	29
1.2.	Augmentation de l'intensité	30
2.	Les travaux du GIEC	30
2.1.	Les groupes de travail du dernier rapport	31
2.2	Le cinquième rapport est le principal fondement de l'accord de Paris	31
2.3	L'entame du sixième rapport et des rapports spéciaux	31
2.4	La répartition des groupes de travail	31
2.5	Le rapport polémique « Réchauffement planétaire de 1,5°C » de 2018	32
3.	Contenu du sixième rapport, et témoignage de François Gemenne	32
3.1.	Une question évitée autant que possible	33
3.2.	A l'heure d'un choix civilisationnel.	34
3.3.	Le réchauffement creuse les inégalités, ce qui nuit à la résilience.	34
3.4.	La trajectoire actuelle nous mène à un suicide collectif ?	35
3.5.	Les actions des états laissent suggérer leur apathie	35
4.	Les experts confrontés à une haute résistance au changement.	35
5.	Le climat a des implications multiples quant à la sécurité dans le monde.	35
5.1.	L'écologie fortement imbriquée dans d'autres facteurs.	36
5.2.	Réchauffement, diminution des terres cultivables, migrations, terrorisme.	36
5.2.1.	Augmentation des mouvements terroristes	36
5.2.2.	Diminution des terres cultivables.	36
6.	Impact de la guerre en Ukraine sur la question climatique	37
6.1.	A court terme	37
6.2.	A moyen terme	37
6.3.	Un otage dans les négociations	38
7.	Il est impératif de remplacer les liens d'interdépendance par des liens de coopération	38
7.1.	Les conséquences néfastes de l'interdépendance économique.	39
7.2	Vers une guerre chaude ?	40
8.	Les premières victimes du conflit sont les populations déplacées.	40
8.1	La question de l'habitabilité de la planète.	41
8.2	Migrants économiques ou climatique ? La question se pose.	41
8.3	Mettre l'armée au service de la lutte pour le climat	42
	Conclusion	42
	Chapitre 2 : Relations circulaires entre les facteurs et diaporama sur les pays touchés par le plus de facteurs.	44
	Introduction	45
	Section 1 : Les systèmes alimentaires et les effet circulaires, interdépendants et rétroactif de leurs variables.	46
1	Les facteurs poussant à la hausse des coûts sont multiples	46
2	Les systèmes agroalimentaires comme réseaux étendus et composés complexes	46
3	Le rôle central des systèmes alimentaires.	47
4.	L'analyse des facteurs séparément empêche d'y discerner des informations importantes	48
4.1.	Les influences mutuelles et synergies rendent indispensable d'aborder le problème sous l'angle des systèmes alimentaires	48
4.2.	Agir sur un facteur peut avoir des effets favorables ou défavorables sur différents résultats	48
4.3.	Les répercussions multiples dans le système des facteurs à l'origine des tendances récentes	49
5	Les effets mutuellement aggravants des différents facteurs	50
5.1	Le cas des conflits	51
5.2.	Le cas des extrêmes climatiques	51
5.3	Le cas des fléchissements économiques	52

Section 2 : Diaporama sur les pays à revenus faibles ou intermédiaires touchés par un ou plusieurs facteurs.	53
1 Les pays touchés par un unique facteur sont moins touchés par l'augmentation de la PoU.	53
2 La combinaison la plus fréquente comporte le facteur « fléchissements économiques ».	53
3 La combinaison fléchissements économique et conflits semble être la plus inquiétante.	54
4 Les pays à faible revenu touchés par des conflits et des extrêmes climatiques présentent la plus forte augmentation de la prévalence de la sous-alimentation.	54
5 Les pays à faible revenu subissent un accroissement du PoU en moyenne 2,5 fois plus élevé que dans les pays à revenu intermédiaire.	55
6 L'augmentation de la PoU concerne le plus les pays pauvres même lorsqu'ils sont le moins impliqués dans les facteurs.	56
7 Le risque de récession mondiale.	56
7.1 spirale de la récession	56
7.2 Hausse des taux d'intérêt	57
7.3 Augmentation de la dette des pays pauvre	57
Conclusion.	57
Chapitre 3 : La Stratégie du groupe GVApro dans la filière de la pomme de terre dans le contexte de crise alimentaire mondiale.	58
Introduction.	59
Section 1 : généralités et état des lieux sur la filière pomme de terre	59
1. Etudes sur le prix de la pomme de terre	60
1.1. L'étude statistique confirme une envolée des prix entre 2020 et 2022	61
2. Saisonnalité de la culture de pomme de terre	63
3. Rendements de la pomme de terre selon l'irrigation	64
4. Effet des sécheresses sur les actifs agricoles	67
5. Réseau de distribution de la pomme de terre	68
5.1. Phénomène de spéculation croissant en Algérie	69
Section 2 : Stratégie et décisions du MADRP	69
1. Prévisions d'augmentations des superficies cultivées.	69
2. Amélioration de la récolte	70
2.1. De multiples possibilités de vérification	70
2.2. Les possibilités de vérification n'ont pas empêché des scandales d'éclater.	71
3. Le problème de l'indisponibilité en eau prit au sérieux	71
4. L'amélioration du SI	72
4.1. Amélioration des prévisions des céréales et pommes de terre	72
4.2. Renforcement de la lutte anti spéculation	72
Section 3 : stratégie du groupe GVApro quant à la filière de la pomme de terre	74
1. Présentation de GVApro	74
1.1. Répartition des surfaces agricoles	75
1.2. Consistance du portefeuille	75
1.2.1. L'amont agricole :	75
1.2.2. L'agro-industrie	76
1.2.3. Les services	76
1.3. Présentation des filiales :	77
1.3.1. Société Agriculture Et Aménagement Spa (AGRAL/AM)	77
1.3.2. Société De Transformation Des Produits Viticoles (SOTRAVIT)	78
1.3.3. Société Agro Développement Spa (SAGRODEV)	79
1.3.4. Société Arboricole Spa (SARBO)	79
1.3.5. Société Sud Dattes Campagne Spa (SUDACO)	80
1.3.6. Société Oléicole D'Algérie Spa (SOA)	80
2. La stratégie du groupe GVApro	80

2.1.	L'intégration verticale	80
2.1.1.	L'intégration verticale en amont	81
2.1.2.	L'intégration verticale en aval	81
2.2.	La stratégie d'intégration en amont de GVApro	81
2.3.	La stratégie d'intégration en aval de GVApro	82
Conclusion.		83
Conclusion générale.		84
Bibliographie		87
Annexe		94
Résumé		95

Annexe

Feuille de route MADRP 2020-2024, cliquez ci-dessous pour ouvrir. :



FEUILLE DE ROUTE MADR juillet 2020 (2).pdf

Résumé

La filière de la pomme de terre est considérée comme Stratégique en Algérie, elle doit ainsi faire l'objet d'un soin particulier. Elle a connu une instabilité ces dernières années qui se sont répercutés dans les prix comme dans la stabilité, cette instabilité a été provoquée par de nombreux facteurs dont l'importance et l'ampleur varie, tout comme les moyens déployés pour les résoudre.

Le MADRP semble déjà avoir pris la mesure de cette instabilité et entamé des actions correctives, la présente étude tente de décortiquer les actions qui ont été entrepris et déterminer la stratégie employée, ainsi que la place de l'entreprise GVApro, groupe publique issue de la restructuration du Holding, et levier clef du MADRP dans la réalisation de ses stratégies concernant le filière pomme de Terre. Le présent travail tente de mettre en lumière la place de GVApro dans la stratégie, particulièrement celle mise en œuvre depuis 2020 et échéancée à 2024

Mots clés : Management stratégique, hasard climatique, Stratégie d'intégration, Intégration verticale en amont, Intégration verticale en aval, Stratégie gouvernementale, filière pomme de terre, Coopération internationale, interdépendance économique.

Summary

The potato industry is considered Strategic in Algeria, so it must be given special care. It has experienced instability in recent years, which has had an impact on prices and stability. This instability has been caused by many factors, the importance and magnitude of which vary, as have the means deployed to resolve them.

The MADRP already seems to have taken the measure of this instability and initiated corrective actions, this study attempts to dissect the actions that have been undertaken and determine the strategy used, as well as the place of the company GVApro, a public group resulting from the restructuring of the Holding, and key lever of the MADRP in the realization of its strategies concerning the potato sector. This work attempts to highlight the place of GVApro in the strategy, particularly that implemented since 2020 and scheduled for 2024.

Keywords: Strategic management, climatic hazard, integration strategy, upstream vertical integration, downstream vertical integration, government strategy, potato sector, international cooperation, economic interdependence.